



LE DEVOIR

LES ACTUALITÉS

Le nombre d'homicides
a chuté de 4 % au pays

Page A 3

ÉCONOMIE

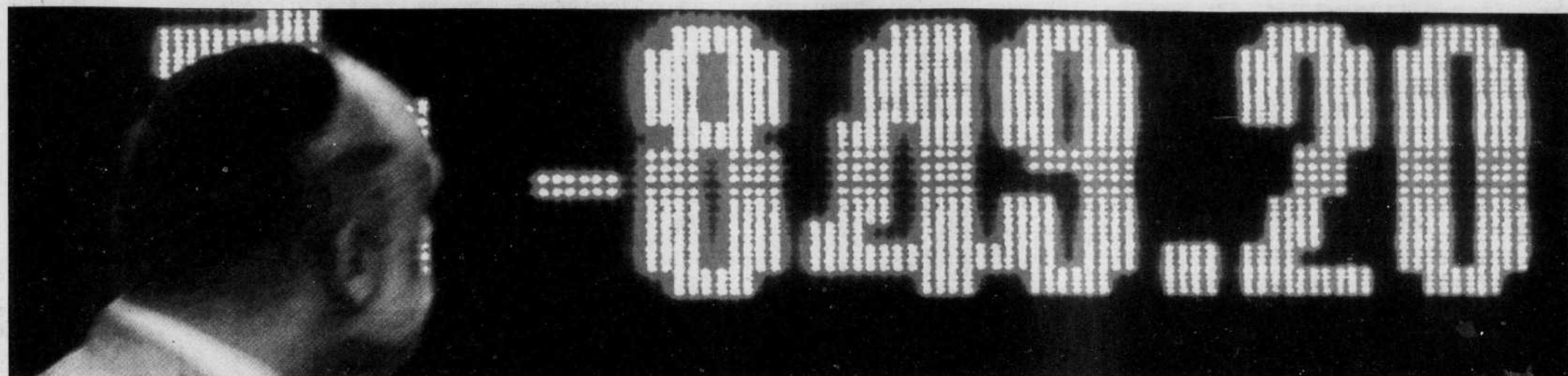
Le sommet du G20 prend
fin dans un calme relatif

Pages A 2, A 6 et B 1

Vol. XCI N° 244

LE JEUDI 26 OCTOBRE 2000

87¢ + TAXES = 1\$



ANDREW WALLACE REUTERS

Nortel fait trembler les Bourses

LE DEVOIR

Tout le monde s'attendait à une chute du cours de l'action de Nortel, mais certainement pas à la débâcle généralisée que le géant des télécommunications a amorcée hier sur les marchés boursiers, tant à Toronto qu'à New York.

Avant la fin de l'avant-midi, l'indice TSE 300 de la

Bourse de Toronto avait perdu plus de 900 points, ce qui est la plus grande dégringolade de son histoire, à cause des investisseurs qui se délestaient massivement de leurs actions de Nortel.

L'agitation autour du titre de Nortel, qui compte pour 30 % de l'indice, a conduit les autorités de la Bourse de Toronto à suspendre les transactions sur le titre un peu avant midi, «en raison d'un nombre de

transactions sans précédent» et pour «maintenir un marché ordonné pour tous les titres». C'est la troisième fois cette année que la Bourse de Toronto éprouve des problèmes avec son système de traitement des transactions.

Tout juste avant l'arrêt des transactions, Nortel avait perdu 24,55 \$, à 71,55 \$, ce qui a réduit sa valeur boursière de 75 milliards en quelques heures. Le titre, qui

valait 122 \$ en septembre, était descendu aussi bas que 69,85 \$ un peu plus tôt dans la journée. Les investisseurs canadiens ont dû se tourner vers la Bourse de New York pour continuer d'exprimer leur déception, et la Bourse de Toronto ne sait toujours pas quand les transactions sur le titre de Nortel pourront reprendre.

VOIR PAGE A 8: NORTEL

ANALYSE

Les limites de l'indulgence

À compter d'aujourd'hui, nos lecteurs trouveront tous les lundis, jeudis et samedis une analyse de la campagne électorale fédérale signée par Manon Cornellier, chroniqueuse politique du *Devoir* à Ottawa.

«Indulgence: facilité à excuser, à pardonner»
— Le Petit Robert

De toutes les valeurs canadiennes dont aime parler Jean Chrétien, en voilà une qui lui tient sûrement très à cœur puisqu'elle l'a bien servi tout au long de sa carrière. «Les Canadiens comprennent très bien ce que je veux dire», notait-il à London, lundi, quand on lui a reproché ses propos malhabiles sur les ouvriers qui n'ont pas pu faire d'études universitaires ou ceux, étonnants, sur une de ses anciennes députées.

Ce dernier incident n'a eu aucun écho dans la presse francophone mais les médias anglophones se sont indignés de son commentaire sur l'ex-députée Beryl Gaffney. M. Chrétien rappelait que Mme Gaffney avait souffert d'une tumeur au cerveau et qu'elle avait été opérée avec succès au centre de recherche qu'il visitait.

«Je l'ai vue à l'ouverture de la campagne. Elle est toujours une grande libérale, elle est toujours en vie et elle a promis qu'elle voterait tôt — vous savez, le vote par anticipation — afin d'être sûre de ne pas rater l'occasion», a-t-il dit, suscitant un malaise dans l'auditoire.

Il n'y a pas très longtemps, des déclarations de ce

VOIR PAGE A 8: LIMITES

Duceppe se met à dos des jeunes du Bloc

Nicolas Brisson et François Rebello accusent le chef d'avoir offert Chicoutimi aux libéraux

ROBERT DUTRISAC
KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, doit assumer l'odieux de son geste d'avoir imposé son candidat Noël Tremblay dans Chicoutimi-Le Fjord et ainsi donné sur un plateau d'argent la circonscription aux libéraux.

C'est ce qu'affirme Nicolas Brisson, qui a remis sa démission à titre de président du Forum jeunesse du Bloc et qui s'est engagé à militer pour un candidat indépendant. «C'est M. Duceppe qui a décidé de donner le comté aux libéraux», a-t-il soutenu hier lors d'un point de presse à Montréal.

M. Brisson était accompagné de François Rebello,

VOIR PAGE A 8: DUCEPPE



Élections 2000

Stockwell Day et la loi antigangs

Même s'il ne ferme pas entièrement la porte au durcissement de la législation pour lutter contre les motards criminels, Stockwell Day croit que l'on doit tout d'abord appliquer les lois existantes. «Il faut mettre en place un système où les juges donnent des sentences très fortes», a-t-il déclaré hier.

PC: plateforme aux couleurs de la santé

Le Parti progressiste-conservateur de Joe

Clark a rendu publique hier sa plateforme électorale où gauche et droite s'entremêlent. La santé est à peu près le seul dossier au sujet duquel le parti arrive à se démarquer de ses adversaires.

Le Bloc attaque

Les deux premiers messages publicitaires du Bloc québécois jouent la carte du lac Meech. La campagne vise à convaincre la population de tourner le dos aux libéraux de Jean Chrétien en rappelant ses mauvais coups.

■ À lire en pages A 4 et A 5

Grande remise en question à l'Université de Sherbrooke

Le «contrat de performance» pourrait signifier la disparition d'une douzaine de programmes

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD
LE DEVOIR

Dans le contrat de performance qu'elle a soumis au ministère de l'Éducation, l'Université de Sherbrooke remet en question la viabilité d'une douzaine de ses programmes et espère doter ses doyens du pouvoir d'augmenter la tâche professorale de «ceux dont l'implication en recherche serait de toute évidence faible».

L'établissement s'engage aussi à appliquer un système «d'évaluation-gestion» à la performance de son personnel enseignant, en plus de diminuer de moitié le taux d'absentéisme de ses employés de même que les cas d'épuisement professionnel, qui se présentent en plus grand nombre qu'auparavant.

Sachant que le ministre de l'Éducation, François Legault, fixe ses attentes en matière de performance principalement autour de la tâche professorale, des taux de réussite et de la rationalisation des programmes, le recteur de l'Université de Sherbrooke, Pierre Reid, a concocté avec son équipe un contrat

VOIR PAGE A 8: SHERBROOKE

LE MONDE

Côte-d'Ivoire: Gueï est en fuite

Le dernier coup de force du général Robert Gueï, chef de la junte militaire au pouvoir en Côte-d'Ivoire, aura été de courte durée. Abandonné par sa garde personnelle, soumis à la pression populaire, le général a dû fuir le pays hier, abandonnant la présidence à son adversaire socialiste Laurent Gbagbo. Le soulèvement populaire qui a suivi les élections de dimanche, remportées par Laurent Gbagbo, aura coûté la vie à plus de 50 personnes, selon le Front populaire ivoirien (FPI) de Gbagbo. Sous l'effet d'un couvre-feu nocturne, le calme revenait peu à peu hier dans les rues d'Abidjan, mais la légitimité de Laurent Gbagbo est d'ores et déjà remise en cause.

■ À lire en page B 5

■ L'éditorial de Serge Truffaut en page A 6

INDEX

7 8313 00067 2	Annances..... B 6	Idées..... A 7
	Avis publics... B 4	Le monde..... B 5
	Bourse..... B 2	Les sports..... B 6
	Culture..... B 8	Mots croisés... B 6
	Économie..... B 1	Télévision..... B 7
	Éditorial..... A 6	Météo..... B 6

VOIR PAGE PAGE A 8: QUÉBEC

■ Autres informations en page A 2

Destination Québec

Les militants pacifistes se préparent au Sommet des Amériques

ÉRIC DESROSNIERS
LE DEVOIR

Le gros policier en est à sa deuxième sommation. Comme il fallait s'y attendre, la dizaine de manifestants restent bien plantés sur leurs fesses et continuent de chanter des slogans. Un «honnête citoyen» klaxonne furieusement pour qu'on dégage une bonne fois pour toutes la rue bloquée par ces «jeunes drogués» agrippés les uns aux autres. Les caméras des journalistes enregistrent tout de la scène dans l'espoir secret que cela tourne (juste un peu) au vinaigre. Le délai est expiré. Le gros policier lance à ses hommes, en montrant du doigt le groupe d'entêtés qui l'ont bien cherché: «O.K., ôtez moi ça de là!»

Cette fois-ci, les manifestants n'iront pas dans le panier à salade. Ils resteront plutôt bien sagement assis là où les policiers sans uniforme les déposeront en attendant que l'exercice de simulation prenne fin. Il faut préciser que la manifestation en question se déroule dans une base de plein air de la Mauricie et que tous ses acteurs participent à un camp de formation à la résistance civile organisé par l'organisation antimondialisation bien connue Opération SalAMI. Environ 80 personnes ont déboursé de leur poche



ÉRIC DESROSNIERS LE DEVOIR

Au cours du camp de désobéissance civile d'Opération SalAMI, les jeunes militants ont appris à résister pacifiquement aux forces de l'ordre.

• LES ACTUALITÉS •

Viaduc du Souvenir à Laval

Les accusations de Mulcair sont réfutées

Chevrette espère que la Banque Nationale poursuivra le député libéral

Thomas Mulcair a pour le moins modéré ses propos hier. Le député à la source des accusations de «copinage» entre le bureau du premier ministre et la Banque Nationale dans le dossier de l'effondrement du viaduc du Souvenir à Laval a refusé de répéter publiquement ses allégations.

FRANÇOIS CARDINAL
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

Tant la Banque Nationale que le premier ministre Lucien Bouchard ont réfuté avec véhémence, hier, les lourdes accusations de «copinage» et d'«ingérence» portées la veille par le Parti libéral. L'opposition prétend que le bureau du premier ministre aurait agi de telle sorte que Beaver puisse travailler sans permis sur le viaduc du Souvenir à Laval afin de protéger les intérêts financiers de la Banque Nationale. Mais hier, John Mulcair, le député libéral à l'origine des accusations, a fait montre d'une grande prudence, refusant de répéter ses propos devant les journalistes. Il ne les a toutefois pas niés.

Pour le ministre des Transports, Guy Chevrette, qui a dévoilé le rapport d'expertise sur les causes de l'effondrement mardi, cette situation démontre le peu de fondement des accusations du «matamore» de l'opposition. «M. Mulcair a cette tendance à s'imaginer des choses et à les croire puis à les véhiculer. [...] En 24 ans de parlementarisme, je n'ai jamais vu un gars reculer autant. Dans l'opposition, quand on est assis sur un os, on s'en sert et pas seulement une journée.» C'est pourquoi il a dit souhaiter que la Banque Nationale «lui lave la langue une fois pour toutes» en portant des accusations pour libelle diffamatoire.

Lors de la période de questions en Chambre, M. Mulcair a bel et bien soulevé la question de l'effondrement du viaduc du Souvenir survenu le 18 juin dernier. Mais il s'est limité à deux éléments n'ayant rien à voir directement avec les accusations portées la veille. «Comment [la ministre du Travail, Diane Lemieux] a pu laisser la compagnie en question continuer alors qu'elle ne rencontrait plus les critères établis aux termes d'une loi dûment adoptée par cette Assemblée nationale?» a-t-il d'abord demandé. Par la suite, il a voulu savoir si la ministre était en mesure «de dire à la population comment ça se fait que le ministère dont elle est responsable n'a pas appliqué la loi et que ça a donné lieu à un mort et d'autres blessés».

La ministre Lemieux a d'abord répondu que Bea-

ver asphalte avait bel et bien son permis lors de l'obtention du contrat et que ce n'était qu'au moment où ce permis devait être renouvelé que des délais ont ralenti le processus. «Lorsque l'entreprise a fait les démarches nécessaires pour renouveler sa licence, elle n'a pas fourni toutes les informations complètes permettant de déterminer la solvabilité de l'entreprise. Il y a donc eu un certain nombre de délais qui ont été accordés pour pouvoir démontrer la solvabilité de l'entreprise. Ce n'est donc pas une procédure qui est inhabituelle.» Elle a par la suite ajouté que le député de Chomedey posait «des accusations très graves». «Il dit qu'il y a un organisme qui n'a pas appliqué la loi. C'est faux. [...] Il n'y a rien d'anormal à ce que la Régie du bâtiment ait demandé à l'entreprise davantage d'explications et qu'elle lui ait donné le temps de fournir les éléments.»

Pour le député Mulcair, ces deux réponses constituent «la première preuve qui [le] reconforte» dans les accusations portées. «La ministre confirme qu'il y avait des problèmes financiers et qu'elle n'aurait jamais dû émettre le permis.» Mais cette information était de notoriété publique depuis juin dernier. Pourquoi donc ne pas avoir posé de questions sur les allégations de «copinage» en Chambre? «Nous sommes maîtres de notre stratégie parlementaire», a-t-il lancé pour toute réponse.

Sans toutefois vouloir reformuler ces accusations, M.

Mulcair a affirmé être «persuadé qu'il y a eu des agissements pas corrects qui ont fait en sorte qu'une compagnie qui n'avait pas le droit d'opérer ait pu le faire avec le résultat qu'une personne est morte». Jamais n'a-t-il nommé la Banque Nationale ni le bureau du premier ministre. Il n'en réitéra pas moins sa demande au gouvernement de voir une commission d'enquête publique faire la lumière sur toute cette affaire. Mais le ministre Chevrette refuse, soutenant qu'«on ne lance pas une commission d'enquête sur des allégations qu'ils n'ont même pas le courage de répéter en Chambre avec une immunité parlementaire. Faire une commission d'enquête, c'est sérieux».

Par ailleurs, hier matin, lors d'une entrevue accordée à CKAC, Jean Robillard, porte-parole de la Banque Nationale, a réfuté les allégations de M. Mulcair. «Ma connaissance, [...] il n'y a pas eu de ce genre d'intervention là. Il restera à M. Mulcair d'en faire la preuve. Mais jusqu'à maintenant, ce qu'on remarque, c'est que M. Mulcair a refusé de dévoiler quoi que ce soit quant à ce qui a trait à une preuve possible de ces allégations-là. Le poids de la preuve lui revient.»

Devant ce démenti, M. Mulcair a simplement indiqué que, «si la banque veut avoir la même chose que nous, c'est-à-dire la vérité dans cette histoire-là, elle aurait tout intérêt à nous seconder dans notre demande d'enquête publique. Je souhaite qu'elle le fasse».

Rencontre du G20

Les manifestants étaient encore au rendez-vous

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Jamais deux sans trois. Environ 200 manifestants se sont rendus hier devant l'hôtel du centre-ville de Montréal où s'achevait la rencontre des membres du G20 pour dénoncer la mondialisation et sommer l'hôte de la rencontre et premier président de la nouvelle institution internationale, le ministre des Finances Paul Martin, à rendre des comptes à la population.

Organisée par l'association étudiante du cégep du Vieux-Montréal, la manifestation s'est déroulée dans le

calme au milieu d'un important dispositif de sécurité. Tout le monde ayant en mémoire comment pareille manifestation a dégénéré, lundi, en de violents accrochages entre manifestants et policiers, on avait de part et d'autre adopté les mesures nécessaires pour éviter la répétition de ce genre de scène. Du côté des policiers, on avait prévu, comme la veille lors de la deuxième manifestation organisée par le Conseil central du Montréal métropolitain (CCSN), des effectifs impressionnants, qui ont assuré le bouclage d'un grand périmètre autour de l'hôtel. Du côté des manifestants, la consigne était clairement d'éviter coûte que coûte l'affrontement et, fait

remarquable, on s'était donné un «service d'ordre» pour la faire respecter.

Scandant «On veut savoir», les manifestants ont particulièrement dénoncé le fait que les négociations du G20 se soient déroulées au cours des deux derniers jours derrière des portes closes. Par leur manifestation pacifique, ils ont dit vouloir prendre au mot Paul Martin. «Paul Martin a dit qu'il était prêt à rencontrer les manifestants en autant qu'ils soient pacifiques, a lancé à la foule un organisateur. Nous avons rempli notre part du contrat. À lui maintenant de remplir sa part. On attend.» Ils ont attendu en vain.

Présentée comme une répétition générale, la rencontre du G20 à Montréal annonce bien de l'agitation mais surtout une impressionnante présence policière pour la tenue à la fin d'avril à Québec du Sommet des Amériques. On peut également s'attendre à ce que les différents groupes en présence tirent des leçons de leur expérience des derniers jours et se mettent activement en quête de nouvelles méthodes et tactiques susceptibles de leur donner l'avantage lors de l'événement, non seulement sur le terrain, mais aussi par rapport à l'image qu'ils projeteront dans la population.

Des militants non violents et des casseurs mènent la charge contre la mondialisation

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Véritable constellation de groupes de taille et de nature différentes, le mouvement antimondialisation ne se laisse pas cerner facilement au Québec. Largement composé de personnes appartenant aussi aux mouvements étudiant, syndical, communautaire ou environnementaliste, le mouvement comprend tout de même ses organisations propres.

La plus connue d'entre elles est certainement l'Opération SalAMI. Résolument non violente, elle a été créée en 1998 en réaction au projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Elle compterait aujourd'hui 2000 sympathisants qui, par un don, la participation à une action ou des échanges Internet, ont exprimé leur attachement à sa cause. Sur ce nombre, seulement une centaine de personnes sont considérées comme des membres actifs alors qu'une quinzaine sont engagées dans la coordination de ses activités.

La Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) compte quant à elle un peu moins de cent membres actifs à Montréal. Se réclamant plus ouvertement de la mouvance anarchiste, l'organisation ne dispose pas d'une direction formelle et refuse de dénoncer l'usage de la violence lors des actions de protestation.

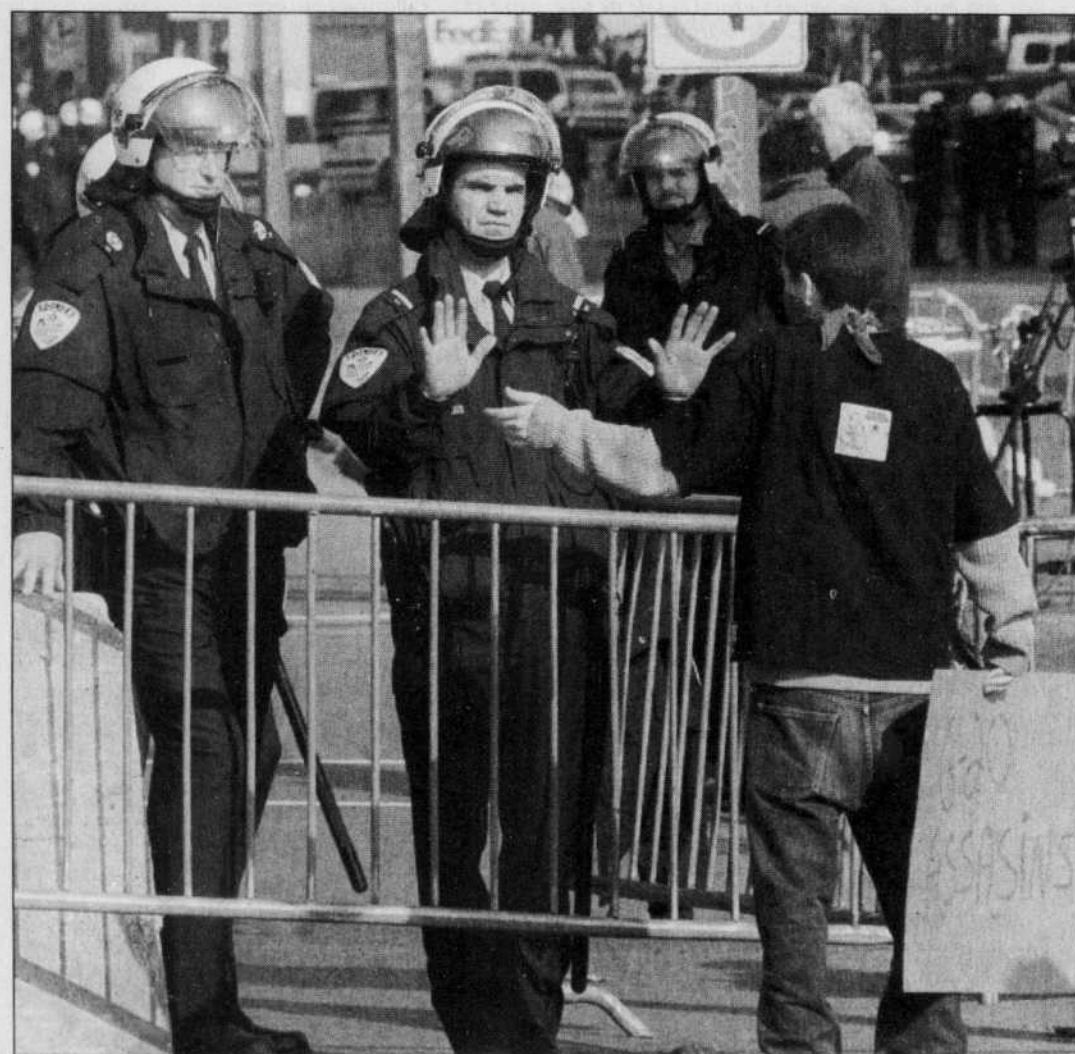
Nouvellement formée à partir notamment de représentants d'autres organisations antimondialisation, Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001) risque de faire beaucoup parler d'elle d'ici la tenue du Sommet des Amériques en avril. Comptant elle aussi une centaine de membres, elle tentera en effet de coordonner autant que faire se peut les actions du contre-sommet.

Plusieurs autres organisations moins importantes orbitent également autour des questions de mondialisation. On compte parmi elles Attac-Québec, demandant la création d'une taxe sur la spéculation financière internationale. Il y a l'organisme de coopération internationale et d'éducation politique Alternatives, financé en grande partie par l'ACDI. On retrouve aussi l'organisation environnementale Equiterre, qui fait notamment la promotion du commerce équitable.

Le «Black Bloc»

Au-delà des organisations plus ou moins formelles, l'importance relative du mouvement antimondialisation se mesure sur le terrain lors de ses diverses actions. Si les manifestations ordinaires attirent rarement beaucoup plus d'une centaine de personnes, on a pu constater cette semaine à Montréal qu'elles pouvaient en faire descendre dans la rue beaucoup plus.

Le groupe de manifestants qui se fait habituellement le plus remarquer en ces occasions est surnommé le «Black Bloc», pour la raison évidente que ses membres sont drapés, bottés et masqués de noir.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Hier, environ 200 personnes ont manifesté, plutôt calmement, contre la mondialisation.

Bien que l'allure relève aussi d'un certain effet de mode, les membres du Black Bloc se revendiquent habituellement de l'anarchisme sans appartenir pour autant à une organisation formelle. Il suffit de dire, à titre indicatif, que les deux organisations anarchistes les plus connues présentement, soit les groupes Main noire de Montréal et Émile Henry de Québec, comptent guère plus d'une quinzaine de membres chacun pour comprendre que la grande majorité de ces anarchistes se retrouvent essentiellement à l'occasion des différentes actions organisées par

d'autres au cours de l'année.

Bien que leurs discours soient remplis d'appels à la révolution, ils ne passent pas nécessairement de la parole à l'acte plus souvent que les militants. Tout cela est affaire de circonstances. Lundi, par exemple, ils étaient un peu moins d'une centaine sur quelque 500 manifestants. Peut-être une dizaine d'entre eux ont été de ceux qui ont vandalisé la façade de l'hôtel Sheraton, lancé des bombes fumigènes artisanales ou incendié un conteneur à déchets avant que la police ne décide de passer à l'assaut.

De Mai 68 à Seattle

FRANÇOIS NORMAND
ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Ils s'étaient fait répondre: «Il faut que jeunesse se passe.» Trente ans plus tard, d'anciens militants soulignent les forces et les faiblesses de la relève aujourd'hui en guerre contre la mondialisation.

Bernard Dionne, qui enseigne l'histoire au collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse (au nord de Montréal), estime que la généralisation d'Internet a créé des «conditions nouvelles» dont profitent les mouvements antimondialisation. «Est-ce que ça va déboucher sur des fédérations d'associations? Je ne peux le prédire. Il y a un éclatement. Je perçois que chaque groupe veut garder son autonomie. Il y a aussi un refus de certains groupes d'accepter le jeu politique établi. Évidemment, ça n'aide pas, car tu te prives de certaines tribunes.»

La faible mobilisation des jeunes contribue également à limiter l'ampleur de ces mouvements antimondialisation, croit ce militant de l'organisation marxiste-léniniste québécoise En lutte durant les années 70. «Par exemple, il y a 30 ans, le collège Lionel-Groulx a été occupé par des étudiants. L'année dernière, toujours à Lionel-Groulx, il n'y a personne qui s'est mobilisé pour le Sommet de la jeunesse. J'ai organisé une table ronde. J'ai eu 80 personnes. Ça a été tout!»

Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas le poids politique de la génération du baby-boom, «qui occupait le haut du pavé avec l'ancienne génération». Selon lui, ce manque de poids politique pourrait conduire à des dérapages, notamment à de nouvelles formes de terrorisme. «Voyant que les choses ne bougent pas [que leurs revendications ne sont pas entendues], on va réagir avec violence, c'est ça le danger.»

Regard d'un militant-ministre

Bien qu'il éprouve «une grande sympathie» à l'égard des manifestants antimondialisation, l'ancien ministre sous le gouvernement de René Lévesque Claude Charbon estime que leurs chances de réussite sont plutôt minces parce que leur discours «n'a pas d'écho» dans les Parlements et les syndicats.

«Il me semble qu'ils sont extrêmement minoritaires, leurs voix se font très peu entendre. Même les partis de gauche sont devenus des partis qui ont la langue de bois et la pensée unique», déplore l'ancien président de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) à l'époque de Mai 68.

La fin des guerres de chapelles

À 58 ans, Robert Jasmin de Québec est ce que l'on peut appeler un vieux de la vieille. Il était à Paris en mai 1968. Il était aussi des grandes luttes syndicales au début des années 70 au Québec. Fonctionnaire à la veille de la retraite, il a repris récemment du service comme militant actif au sein d'Attac-Québec, un mouvement en faveur de la taxation des mouvements de capitaux.

«Arrivant d'une organisation plus modérée, je craignais au début d'être reçu avec condescendance sinon avec hostilité par les militants des groupes plus radicaux. À ma très grande surprise, ça n'a absolument pas été le cas.» Le contraste est frappant avec les anciens groupuscules de gauche. «Autrefois, on pouvait s'offrir le luxe des guerres de chapelles. Aujourd'hui, avec la domination de la pensée unique, les forces d'opposition sont obligées de s'unir.»

Après 25 ans de vie militante, Mireille Audet avait fini, elle aussi, par en avoir soupiré des purs et durs. «Au bout de 40 manifestations à 40 personnes, tu as démontré 40 fois que tu n'avais aucun rapport de force. Les gens ne sont pas des imbéciles, dit cette organisatrice communautaire à la clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles à Montréal. Ils se joindront à nous lorsqu'ils se reconnaîtront dans nos actions. Et je me rends compte que c'est ce qui commence à arriver. J'ai des gens autour de moi qui m'avaient toujours vue jusqu'à présent comme l'excitée de la famille et qui me disent maintenant qu'ils veulent participer à nos actions.»

Le guide pratique du parfait militant

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Quelques conseils pratiques aux futurs participants à une action de résistance civile. Gracieuseté de SalAMI.

Avant l'action

- Passer la dernière soirée ensemble pour réviser une dernière fois le plan d'action, se coucher tôt et s'assurer que tout le monde sera là au point du jour le lendemain.
- Avoir prévu de multiples plans alternatifs en fonction de la tournure des événements.
- Aller de préférence à pied sur le lieu de l'action. Il

est facile de saboter un autobus.

Pendant l'action

- Ne pas porter de masque à gaz ou de casque. Ils donnent l'impression que l'on cherche la bagarre avec les forces de l'ordre. Ils ne sont habituellement bons qu'à attirer une dose personnelle de poivre de Cayenne (vaporisé dans le masque), des coups de matraque plus appuyés ou l'arrestation immédiate.
- Porter plusieurs couches de vêtements que l'on est prêt à voir endommager. Ils amortiront un peu les coups de matraque et pourront servir d'oreiller et de drap dans la cellule de prison.
- Le poivre de Cayenne colle à la peau grâce aux huiles qu'il contient. S'enduire le visage, avant l'ac-

tion, d'huile minérale après se l'être lavé au savon de Castille. Une fois aspergé, se rincer les yeux à l'eau claire et se laver le visage à l'alcool à friction.

En cas d'arrestation

- Se faire aussi mou que possible. Le transport d'une poupee de chiffon de 150 livres peut nécessiter quatre policiers.
- Un sourire et un mot gentil aux agents peut les inciter à serrer un peu moins fort les attaches de plastique qu'ils utilisent comme menottes et qui blessent rapidement les poignets.
- Lors de l'interrogatoire, on n'est tenu de donner que ses nom, adresse et date de naissance. Toujours refuser de parler de quelqu'un d'autre que soi-même.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Centre canadien de la statistique juridique

des Galeries d'art du Québec
25 au 29 octobre 2000
Marché Bonsecours
350, rue Saint-Paul Est
Info. : (514) 844-2133

Homicides: les mythes tombent

La société est moins violente qu'il ne le semble à première vue

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

La société est plus violente que jamais — les jeunes en particulier. Il y a plus de risques de se faire tuer en ville qu'à la campagne. Les meurtres sont gratuits.

Voilà autant de mythes bien enracinés dans l'imaginaire collectif qui n'ont pourtant rien à voir avec la réalité. Le taux national d'homicides a chuté de 4 % l'an dernier pour atteindre son plus bas niveau depuis 1967, soit 1,76 homicide par 100 000 habitants, révèle le dernier bilan du Centre canadien de la statistique juridique.

Le Canada n'est certes pas le plus meilleur pays au monde. Pour tout dire, les suicides y sont sept fois plus nombreux que les homicides.

L'Allemagne, l'Angleterre/pays de Galles, la Suisse et la France ont enregistré l'an dernier des taux d'homicides légèrement inférieurs au nôtre. Aux États-Unis par contre, chaque tranche de 100 000 habitants est frappée par 5,8 homicides.

En général, les taux d'homicides sont plus élevés dans l'Ouest, la Colombie-Britannique affichant le pire bilan en 1999 (2,73 par 100 000 habitants), suivie du Manitoba (2,27). Avec un taux de 0,37, Terre-Neuve affiche la meilleure performance, suivie des quatre provinces maritimes. Le Québec arrive au cinquième rang des moins violents avec un taux de 1,85.

Ces statistiques rappellent par ailleurs que l'écrasante majorité des victimes d'homicides connaissaient leur agresseur. En 1999, 35 % des victimes sont tombées aux mains d'un membre de la famille, et 49 % aux mains d'une connaissance.

Seuls 16 % des homicides sont commis par des étrangers, ce qui remet en perspective la hantise de la violence gratuite. Six fois sur dix, l'homicide survient dans une résidence privée. La plupart du temps, c'est celle de la victime.

En dépit d'une légère hausse en 1999, les homicides commis par un conjoint suivent aussi une tendance à la baisse depuis 1991, et représentent un homicide résolu sur six. On dénombre 71 homicides du genre en 1999. Malheureusement, la femme est la victime quatre fois sur cinq.

Les jeunes ne sont pas plus violents que jadis. En 1999, 45 mineurs ont été mis en accusation pour homicide, soit 12 de moins que l'année précédente. Sur dix ans, le taux d'homicides chez les jeunes est resté stable alors que celui des adultes a suivi une tendance générale à la baisse.

Les armes à feu sont les principaux «outils» employés pour commettre des homicides. Elles sont responsables de trois homicides sur dix, une situation qui n'a guère changé depuis 1976, et ce, en dépit des efforts de tous les groupes de pression pour le contrôle des armes à feu. Il faut savoir que parmi tous les décès attribuables aux armes à feu, le suicide arrive en tête — et de loin — avec 78 % du total.

Les grandes villes ne sont guère plus dangereuses que le reste du pays. Le taux d'homicides des 26 régions métropolitaines de recensement est de 1,76, c'est-à-dire le même que le taux national. Vancouver accuse la pire performance, suivie de Hamilton. Montréal arrive au 9^e rang des villes les plus violentes.

D'un océan à l'autre, la police résout enfin trois homicides sur quatre.

Surpopulation
à la CSDM

Des solutions partielles

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

Les modifications proposées à la nouvelle politique d'admission de la CSDM pourraient régler la moitié des importants problèmes de surpopulation qu'éprouve la commission scolaire.

Et pendant que la CSDM fait ses propres tentatives de rationalisation des locaux, le ministère de l'Éducation cherche une firme externe pour broser le portrait global du manque de locaux sur l'ensemble du territoire montréalais.

Pour régler «la moitié des problèmes de surpopulation» des écoles de la CSDM — 307 classes manquent actuellement à l'appel —, a expliqué hier le commissaire responsable de ce dossier, Robert Cadotte, des amendements sont suggérés à la politique d'admission et seront soumis ces prochaines semaines à la consultation des parents et des écoles. Les modifications visent à durcir les règlements ayant trait à la priorité d'accès assurée aux résidents du territoire d'une école donnée et non à ceux provenant d'autres territoires.

La politique actuelle ouvre en effet la porte aux enfants résidant hors du quartier affilié à l'école lorsque l'espace le permet. Toutefois, après avoir complété une année à l'école, cet élève non résident «est considéré comme un résident du territoire de l'école où il a été admis en libre choix», un privilège qui, dans des écoles plus populaires que d'autres à cause de leur projet éducatif particulier, a contribué à fermer la porte à des élèves du quartier!

Les modifications seront soumises aux parents dans le cadre d'une consultation. «Ce ne sera pas simple de modifier la politique», prévient toutefois déjà Robert Cadotte.

L'urgence de modifications du genre s'est accrue à l'annonce des nouveaux ratios prof-élèves imposés par le ministère et qui seront graduellement appliqués dans les écoles au cours des prochaines années. Alors que 18 % des classes maternelles actuellement soumises à ces nouveaux ratios débordent à la CSDM, on prévoit que les trois prochaines années créeront un besoin de 135 classes additionnelles.

En accord avec les cinq commissions scolaires occupant le territoire montréalais, le ministère de l'Éducation a d'ailleurs convenu cette semaine de confier à une firme externe le soin de broser le portrait de la surpopulation sur l'île.

La firme devra dresser l'inventaire des immeubles affiliés aux commissions scolaires sur le territoire montréalais, établir la capacité d'accueil de ces immeubles, identifier les secteurs où il y a des manques et élaborer divers scénarios d'affectation des locaux.

OGM

Du maïs StarLink dans certains produits canadiens?

JUDITH LACHAPELLE
LE DEVOIR

Même si rien n'indique pour l'instant son importation illégale au Canada, du maïs transgénique StarLink pourrait se retrouver sur les tablettes de nos épiceries. C'est ce qu'a indiqué hier au *Devoir* le Dr Louise Lafrenière, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). L'agence s'apprête d'ailleurs à examiner à la loupe tous les produits fabriqués avec du maïs transgénique jaune de type StarLink disponibles au Canada.

Après Kraft, Kellogg et les supermarchés Safeway, une autre compagnie américaine est aux prises avec le maïs transgénique StarLink. La coalition GEFA (Genetically Engineered Food Alert) a détecté du maïs StarLink, non autorisé pour la consommation humaine, dans des produits alimentaires du groupe américain Western Family Foods, une société qui exporte essentiellement ses produits en Asie. Au même moment, le Japon a demandé des explications officielles au gouvernement américain après qu'une association de consommateurs eut

trouvé du StarLink dans des aliments vendus au pays.

Le fameux maïs contient un pesticide, le Cry9C, susceptible de causer des allergies chez l'homme du fait qu'il reste stable lors de la digestion. Le maïs StarLink, distribué par le groupe franco-allemand Aventis, a été limité à la consommation animale et à la production d'éthanol aux États-Unis. Il n'a pas été approuvé par Santé Canada.

Contrairement aux États-Unis, indique le Dr Lafrenière, le Canada n'approuve un aliment transgénique que lorsque son innocuité pour l'homme et l'animal est démontrée. L'affaire StarLink, poursuit le Dr Lafrenière, «est un avertissement aux États-Unis de ne plus donner d'approbation partielle». «Personnellement, ça me rassure», dit la spécialiste. Il est donc illégal de cultiver, d'importer ou de vendre du StarLink au Canada. C'est pourquoi il est techniquement impossible de retrouver le grain dans les produits canadiens. «Jusqu'ici, nous n'avons pas de preuves de sa présence.»

N'empêche. Le *New York Times* a récemment révélé que bon nombre d'agriculteurs du Midwest ignorent les recommanda-

tions d'Aventis selon lesquelles il faut isoler le StarLink des autres cultures. De toute façon, s'étaient-ils fait dire, StarLink devait être approuvé sous peu pour la consommation humaine.

La semaine dernière, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a annoncé qu'Aventis allait retirer définitivement de la vente ses semences de maïs StarLink et que les récoltes des agriculteurs seraient rachetées. Il a été un moment question que le gouvernement américain accorde une autorisation temporaire au StarLink pour éviter la vague de rappels d'aliments, mais les inquiétudes concernant les dangers d'allergies ont empêché le gouvernement de céder. Hier, l'affaire StarLink a fait chuter les prix des exportations de maïs et de soja aux États-Unis.

L'ACIA en est à valider le test de dépistage américain avant de commencer ses examens sur les produits canadiens. Une lettre sera également envoyée aux importateurs canadiens pour leur rappeler la réglementation canadienne en ce domaine.

Avec l'Agence France-Presse

Enfouissement des déchets domestiques

Seize années pour rédiger le nouveau règlement

LOUIS-GILLES
FRANCEUR
LE DEVOIR

Québec a «prépublié» hier un projet de règlement sur l'enfouissement sécuritaire des déchets domestiques, dont la rédaction a commencé en 1984 au ministère de l'Environnement et qui remplacera le vieux règlement toujours en vigueur, dont l'essentiel remonte à 1978!

Le nouveau règlement s'inspire en grande partie du Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles, publié par le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, en 1998. Mais il n'interdit pas aux propriétaires de sites d'enfouir des matières recyclables, dont la politique officielle dit qu'elles ne doivent plus aller à l'enfouissement.

La plupart des dispositions de ce projet, dont l'importance pourrait amener la commission parlementaire de l'Aménagement et de l'Environnement à s'en saisir pour les examiner avec des experts, définissent de nouvelles règles d'aménagement des sites pour en accroître la sécurité et en limiter les rejets toxiques ou indésirables.

Dans un premier temps, le projet interdit l'enfouissement dans des sites perméables, ce qu'on autorisait dans le passé en se disant que le jus de déchets finirait bien par s'éliminer de lui-même «par atténuation», selon la formule consacrée. Le projet du ministre Bégin prévoit des sites étanches par rapport aux nappes souterraines avoisinantes. Ces futurs sites pourront être installés dans des couches terrestres argileuses imperméables ou, à défaut, on devra y confiner les déchets dans d'immenses sacs de plastique géants, à double membrane semirigide, installés sur des lits argileux. L'espace entre les membranes permettra de récupérer le jus de déchets qui pourrait s'échapper de la première couche, afin de le traiter avant de le rejeter dans les eaux de surface selon des normes de rejet réglementaires.

Le nouveau règlement interdira l'agrandissement ou l'ouverture de nouveaux sites d'enfouissement de matériaux secs, sauf les dossiers à l'étude, précise le communiqué ministériel. Il y aurait encore une dizaine de projets présentement sur la table du ministre, ce qui indique que l'interdiction édictée affiche une importance élastique. La politique gouvernementale prévoit de son côté que Québec ne devrait plus autoriser de tels sites pour stimuler la récupération des matériaux.

Le projet de règlement interdira aux sites importants de rejeter des biogaz à l'atmosphère, ce qui forcera leur élimination par com-

bustion ou leur transformation en électricité. La même obligation ne s'appliquera pas aux plus petits sites, même si le méthane des biogaz est 22 fois plus actif comme gaz de serre que le gaz carbonique.

Le futur règlement imposera enfin aux propriétaires de sites d'obligation de maintenir des garanties financières pour régler les problèmes de sécurité s'ils venaient à faire banqueroute, par exemple. Mais ces garanties sont modestes, soit, par exemple, un million pour des sites de plus de 300 000 tonnes par an.

Le règlement prévoit aussi que les propriétés devront assurer un suivi environnemental de leur site 30 ans après leur fermeture. L'Europe vient de hausser cette norme à 50 ans parce que les équipements neufs font rarement défaut et que les problèmes apparaissent entre 40 et 100 ans, une période au cours de laquelle la collectivité québécoise devra alors payer pour les problèmes imprévus. Un autre règlement sera adopté pour mettre en place un fonds de suivi, qui gardera en réserve d'autres dépôts des propriétaires pour régler les problèmes de postfermeture.

Mais les propriétaires pourront être exemptés de ce suivi et récupérer leurs millions en dormance si un professionnel, qu'ils vont payer eux-mêmes, atteste, sur la foi du suivi des premières années, que le site n'est plus susceptible d'avoir de problème au cours des générations à venir.

Pour mettre fin aux listes d'attente

Les médecins spécialistes optent pour le modèle Klein

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Pour mettre fin aux interminables listes d'attente, les médecins spécialistes proposent que les hôpitaux puissent, comme cela s'est fait en Alberta, confier à des cliniques privées le soin de mener certaines chirurgies mineures et d'autres services médicaux.

C'est en quelque sorte le modèle Klein qu'est venue défendre hier la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) devant la commission Clair sur les services de santé et les services sociaux. Pour les spécialistes, il est temps de créer des cabinets, «affiliés» aux hôpitaux, qui pourraient, là où les listes d'attente imposent des délais déraisonnables aux patients, s'acquitter de certaines opérations mineures, comme les chirurgies de la cataracte, par le moyen d'ententes contractuelles.

«Le programme de dépistage du cancer du sein n'aurait jamais pu se faire sans la participation et l'infrastructure des cabinets privés. Nous croyons que de petites chirur-

gies pourraient se faire avec un cadre et une entente conformes avec les régies», a soutenu hier le Dr Pierre Gauthier, président de la FMSQ.

Cette option, on s'en souviendra, avait provoqué tout un tollé en Alberta, où une loi permet maintenant aux hôpitaux de céder à contrat certaines chirurgies aux cliniques. Rabroué par les associations de consommateurs et par le fédéral, le premier ministre albertain Ralph Klein a dû amender sa loi pour assurer la transparence de tous les contrats signés et garantir que cela n'ouvrirait pas la porte à un système de santé à deux vitesses.

Le Dr Gauthier a affirmé hier qu'il ne s'agissait pas de créer un nouveau «business» pour les médecins. Ces soins seraient toujours couverts par la RAMQ; seul le lieu d'exercice changerait. «C'est mieux d'utiliser le personnel existant dans les cliniques privées que de mettre le budget de l'hôpital en péril parce qu'on doit répondre à de plus en plus de malades. Notre maison-mère, ça reste l'hôpital», af-

firmait-il. Cette proposition a d'ailleurs été reprise par le Conseil du patronat, lui aussi en faveur de ce nouveau partage.

Dans ces cliniques satellites de l'hôpital, les contrats seraient signés entre les chefs des départements médicaux de l'hôpital et les médecins, non pas avec le propriétaire de la clinique. À ce transfert de patients pourraient s'ajouter des transferts de budgets. «Le but n'est pas de concurrencer l'hôpital. La clinique devient un prolongement de l'hôpital, et c'est ce dernier qui choisira de signer ou non ces contrats.» La FMSQ s'oppose par ailleurs à la régionalisation des enveloppes salariales pour les spécialistes parce qu'elle créerait, croit-elle, un véritable «parquet de la Bourse» entre les régions. «Qu'arrivera-t-il si le tarif est plus élevé dans une région que dans une autre? Ça sera une compétition entre régions. Devons-nous mettre des cardiologues, des pneumologues dans chaque centre? Pour nous, la réponse est non», a tranché le Dr Gauthier.

L'UMBM rencontre le premier ministre Lucien Bouchard pour parler de réorganisation municipale

(Le Devoir) — L'Union des municipalités de banlieue sur l'île de Montréal (UMBM) rencontrera à sa demande le premier ministre Lucien Bouchard aujourd'hui. À l'instar du maire de Montréal Pierre Bourque il y a quelques semaines, ce sera l'oc-

casion pour l'union de mieux faire connaître au gouvernement ses positions. «Il est évident que comme partenaire stratégique de la région, nous nous sentons l'obligation de faire part de nos propres représentations, de notre propre appréciation du rapport Bernard et d'échanger avec le premier ministre sur la réorganisation municipale», a indiqué le vice-président exécutif, Marc-André Vaillancourt. Ce dernier a par ailleurs affirmé «que l'on ne rencontre pas le premier ministre sur un seul dossier». Ainsi, la question de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) sera également à l'ordre du jour. M. Vaillancourt a toutefois refusé de s'avancer sur les suites que pourrait donner Québec à cette rencontre.

GRANDEUR NATURE
Cahier 272 pages - 16,50 \$ Guide 426 pages - 45,50 \$

Martial BOUCHER

Grandeur nature 4^e secondaire

Enseignement moral.

LIDEC Inc.
(514) 843-9991

En vente dans toutes les librairies

Club 402-HOMME

MANTEAUX CACHEMIRE & LAINE importés d'Italie

Régulier 900-\$
Soldés 450 \$

1118, rue Sainte-Catherine O., Bureau 200
Montréal (Québec) H3B 1H5
tél.: 861-3636

Du lundi au vendredi
De 10 h à 18 h
Samedi de 10 h à 16 h

• LE DEVOIR •

ÉLECTIONS 2000

L'HEURE JUSTE

Exode et impôts

«Comme l'eau qui coule du nord vers le sud dans le lac Érié, nous assistons, au Canada, à un exode continu de jeunes personnes. Nous aimerions voir cet exode cesser, surtout lorsque les gens se sentent forcés de partir à cause des taux élevés d'imposition au Canada.»

- Stockwell Day, mardi

Michel Venne
Le Devoir

Où que soit le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, s'est trompé mardi sur le sens du mouvement de l'eau aux chutes du Niagara (qui coule du sud vers le nord pour se jeter dans le lac Ontario), le phénomène de l'exode des cerveaux est un sujet de controverse au Canada.

Beaucoup de spécialistes ont montré que la migration des diplômés canadiens aux États-Unis est un phénomène marginal, concentré dans certaines disciplines. Surtout, la cause des démenagements vers le pays de l'oncle Sam n'est pas essentiellement d'ordre fiscal.

L'an dernier, une étude du Conference Board, sur laquelle l'Alliance s'appuie probablement, indiquait que, pour la seule année 1996, on avait dénombré quelque 60 000 départs pour les États-Unis, un nombre qui aurait atteint 98 000 en 1997.

Or le professeur de science économique John Hellwell, de l'université de la Colombie-Britannique, a fait la démonstration que ces chiffres ne sont pas probants. Notamment, il est impossible de déterminer si les nombres en question concernent une migration temporaire ou une migration permanente.

En fait, le nombre de ressortissants américains nés au Canada n'a pas cessé de décroître depuis un siècle. Et compte tenu des circonstances (taux de chômage moins élevés aux États-Unis, salaires supérieurs, libre-échange), ce qui frappe est plutôt «l'étonnante faiblesse du mouvement migratoire».

En mai dernier, Statistique Canada a publié une étude indiquant que «l'émigration moyenne annuelle permanente et temporaire vers les États-Unis au cours de la décennie 1990 représente environ 0,1 % de la population canadienne». En outre, pour chaque diplômé perdu aux États-Unis, le Canada en a accueilli quatre grâce à l'immigration.

Il est vrai que ces données varient selon les secteurs. Entre 1980 et 1997, le nombre d'informaticiens ayant immigré au Canada a été multiplié par 15. En revanche, pour chaque médecin entrant au pays en provenance des États-Unis, 19 faisaient le trajet inverse.

Une étude réalisée en 1999 par l'Association des universités et collèges du Canada révélait que pour chacune des années 1995 et 1996, les professeurs d'université ayant émigré ne représentaient pas plus de 1 % du corps professoral.

Une autre enquête réalisée au Québec par l'Observatoire des sciences et des techniques concluait que, dans les universités québécoises, ce présumé exode se solderait par une perte nette de... huit professeurs.

Mais surtout, de ceux qui partent, seulement 14 % évoquent les impôts pour se justifier. Autant (17 %) s'en vont aux États-Unis... pour se marier. Les trois quarts le font pour le salaire, les deux tiers pour les possibilités d'avancement professionnel.

La guerre aux gangs de motards criminels

Utilisons les armes qu'on a déjà

Stockwell Day estime qu'une loi d'exception pourrait servir dans un second temps seulement

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, se montre ouvert à une loi qui suspendrait le droit d'association pour combattre les gangs de motards criminels qui sévissent au Québec. M. Day soutient toutefois qu'il faut d'abord appliquer avec plus de vigueur les lois existantes.

«Il faut mettre en place un système où les juges donnent des sentences très fortes. Il faut donner plus de pouvoirs aux services de police, plus de latitude pour les enquêtes et les arrestations. Il faut aussi envoyer un message très clair que nous n'aimons pas du tout ce type d'activités. [...] Il y a des lois que l'on a maintenant qu'on doit utiliser avec force. Ce n'est pas un sujet tellement important actuellement pour le gouvernement libéral. Pour nous de l'Alliance canadienne, c'est important. Ces gens [les motards] sont dangereux», a affirmé hier matin M. Day, de passage à Montréal.

Les activités des bandes de motards ont fait quelque 150 morts au Québec depuis six ans. Le mois dernier, un journaliste a été la cible — manquée — d'un tueur. L'imposition d'une loi antigang est devenue depuis un sujet politique de première importance au Québec. Le chef allianciste s'est dit prêt à discuter du sujet à la Chambre des communes et à permettre un vote libre à son équipe comme il le prône dans son programme politique. Mais, a-t-il souligné, «il n'y a pas une application suffisamment vigoureuse des lois existantes».

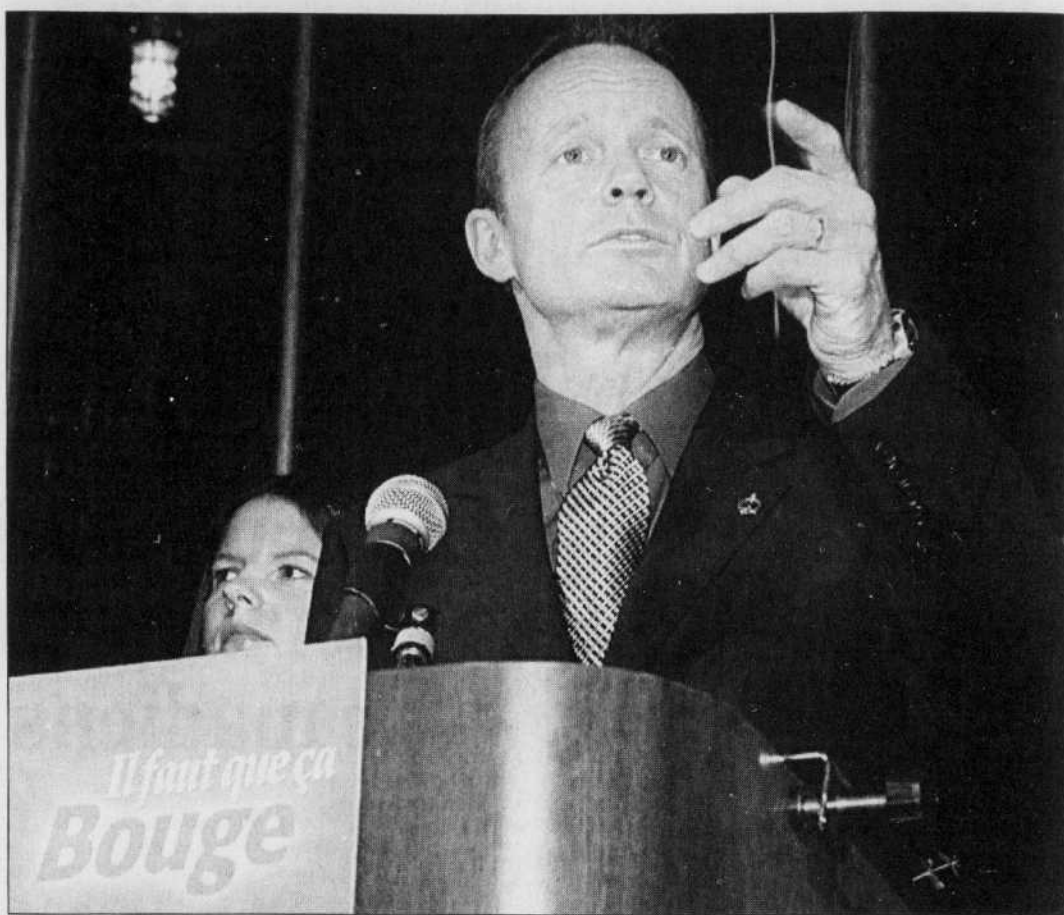
En coulisse, dans l'entourage de M. Day, on se plaisait à dire que le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est approprié le discours de la droite sur le dossier du crime organisé. «Quand M. Duceppe réclame une loi antigang devant ses militants, c'est le seul moment où il est ovationné», ironise-t-on.

De son côté, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a dit ne rien comprendre à la position du chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day. M. Day fait fausse route, estime le chef bloquiste, en souhaitant, d'une part, que le gouvernement prenne des mesures efficaces pour contrer les groupes criminels et en refusant, d'autre part, de renforcer les dispositions antigangs.

M. Duceppe a expliqué que le gouvernement fédéral peut adopter une loi qui limite le droit d'association, garanti dans la Charte des droits de la personne, en ce qui a trait aux groupes criminels, sans pour autant recourir à la clause nonobstant. Le chef bloquiste a cité l'exemple de la liberté d'expression, garantie par la même charte, qui est limitée, de façon raisonnable, selon la Cour suprême, quand il s'agit de propos haineux et discriminatoires. Dans le même souffle, le gouvernement pourrait en référer à la Cour suprême, qui trancherait sur la constitutionnalité d'une telle loi.

Gaspillage libéral

Plus tôt, Stockwell Day a continué de dénoncer «le gaspillage libéral» de fonds publics devant le Complexe Guy-Favreau, qui abrite plusieurs organismes fédéraux. «Les dépenses orchestrées au sein de cet édi-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le chef allianciste, de passage à Montréal, a suggéré d'utiliser avec plus de fermeté les outils dont dispose la justice pour livrer la guerre aux motards criminels.

ce et dans bien d'autres endroits au Canada laissent un trou béant dans les poches des contribuables canadiens. Il n'y a pas qu'aux Ressources humaines que l'on retrouve du gaspillage», a soutenu M. Day.

Ce dernier a pointé les contrats accordés notamment par le Bureau d'information du Canada (BIC), «un organisme de propagande par excellence où l'art du gaspillage et du favoritisme s'exerce». Entre 1996 et 1998, le BIC a versé, a dit Stockwell Day, plus de 300 000 \$ à un avocat très proche des libéraux pour des conseils juridiques, un contrat de 85 000 \$ sans soumission, ce qui est contraire aux règles en vigueur au Conseil du trésor, toujours au même individu que le gouvernement a nommé juge en janvier.

Dans un geste médiatiquement étudié, M. Day a sorti d'une poubelle un livre dont la publication a été financée à hauteur de 98 000 \$ par Patrimoine Canada: 500 meilleurs gags sur les blondes. «Je ne parle pas de censure. J'ai trop de respect pour les femmes et les contribuables pour trouver ça drôle. C'est pour ça qu'il faut exposer ce gaspilla-

ge», a déclaré M. Day avant de jeter le livre à la poubelle.

Gérard Latulippe plonge de nouveau

Sa brève visite au Québec aura également permis de présenter dix nouveaux candidats. Il s'agit de Gianni Chiazese (Anjou-Rivière-des-Prairies), Marc André Delsoin (Mercier), Neil Drabkin (Pierre-fonds-Dollard), Josée Duchesneau (Outremont), Yannis Felemegos (Papineau-Saint-Denis), Alex Gabansky (Mont-Royal), Francine Labelle (Argenteuil-Papineau), Marcel Lys (Bourassa), Mark-David Quinlan (Sherbrooke) et Jean Vézina (Saint-Hubert).

De plus, le bras droit de Stockwell Day au Québec, Gérard Latulippe, revient à l'avant-scène politique. M. Latulippe briguera les suffrages dans la circonscription de Charlesbourg, dans la région de Québec. M. Latulippe a été Solliciteur général dans le cabinet de Robert Bourassa. Par la suite, il a été nommé délégué à Mexico puis à Bruxelles.

En collaboration avec Robert Dutrisac

Plateforme du Parti conservateur

À la jonction de l'Alliance et du Parti libéral

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

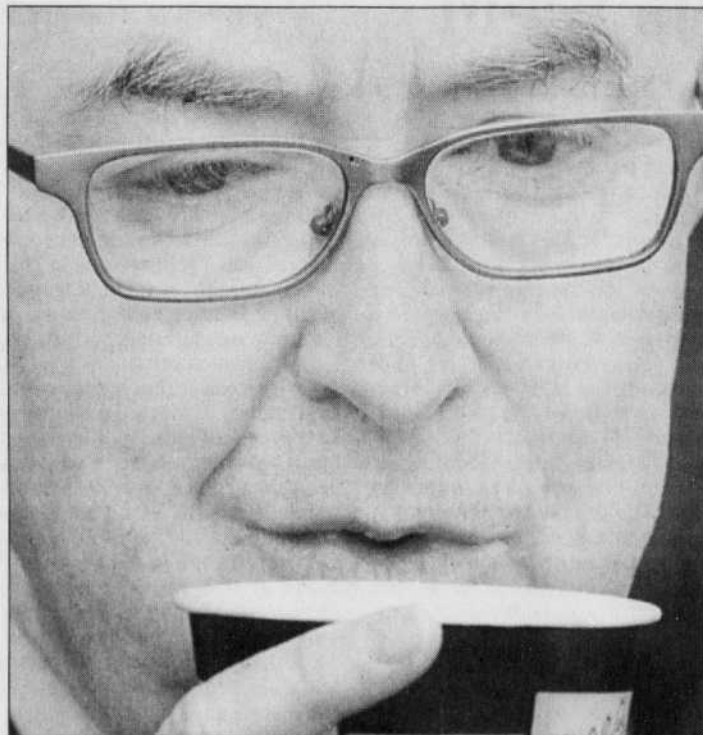
Le Parti progressiste-conservateur de Joe Clark a rendu publique hier sa plateforme électorale, un amalgame de mesures grappillées à gauche (chez les libéraux) et à droite (chez l'Alliance), signe que le parti ne dispose pas de beaucoup de place dans le spectre politique pour se déployer.

La santé est à peu près le seul dossier au sujet duquel le parti arrive à se démarquer: un gouvernement conservateur ajouterait une sixième condition à la Loi sur l'assurance-maladie qui obligerait le gouvernement fédéral à garantir aux provinces un financement stable et prévisible de leur système de santé.

Fait surprenant, le PC s'engage à restaurer les paiements de transfert aux provinces à leur niveau de 1993-94 alors que tout le monde a recours à 1994-95 comme année de référence. La différence n'est pas anodine: en 1993-94, les transferts totalisaient 16,8 milliards, contre 18,7 milliards l'année suivante. Au téléphone, le service de recherche du parti a expliqué qu'on voulait en fait restaurer immédiatement le transfert à 18 milliards. En comparaison, le gouvernement libéral vient de signer une entente avec les provinces qui prévoit un versement de 18,3 milliards dès 2001-02.

Ce n'est pas la seule question sur laquelle les conservateurs offrent moins que leurs deux autres adversaires. En matière de baisses d'impôts, ils promettent des réductions totalisant 56 milliards en cinq ans. Avec leur mini-budget, les libéraux en ont offert pour 100 milliards d'ici 2005, et les alliancistes, pour un minimum de 75 milliards.

Les conservateurs se démarquent toutefois en doublant les



Joe Clark

exemptions personnelles de base, qui atteindront 12 000 \$ d'ici cinq ans. Ainsi, 2,3 millions de contribuables qui paient actuellement de l'impôt direct cesseront d'en payer. Les libéraux n'ont pas modifié les exemptions de base alors que l'Alliance prévoit les augmenter à 10 000 \$.

«C'était nécessaire pour nous de faire un choix, a fait valoir Joe Clark, et on retenait soit les tables d'impôt, soit l'exemption de base. Pour nous, c'était la priorité de donner une réduction aux contribuables les plus pauvres au Canada. La vie d'un gouvernement, c'est de faire un choix, et c'est le choix que nous avons fait.»

Les conservateurs proposent également d'éliminer complète-

ment l'impôt sur les gains en capitaux. Cette mesure permettrait, selon le parti, de juguler l'exode des cerveaux en déverrouillant du capital de risque pour les entreprises de haute technologie.

De même, les étudiants au collégial et à l'université bénéficieraient d'un avantage énorme: toutes les bourses qu'ils recevraient seraient exemptées d'impôts, et ce, sans limite. Mesure qui frappe l'imagination s'il en est une, mais qui risque de créer des distorsions importantes. Selon la plateforme, un étudiant gagnant les mêmes sommes à la sueur de son front aurait, lui, à payer de l'impôt.

Toujours dans le cas des étudiants, les conservateurs leur ac-

corderaient pendant dix ans un crédit d'impôt annuel équivalent à 10 % de leur endettement d'études à la condition qu'ils travaillent au Canada. Ceci revient à dire que la totalité de leur dette serait remboursée à même leurs impôts.

Autre sujet de prédilection dans cette campagne électorale, le remboursement de la dette. Les conservateurs promettent de l'éliminer complètement d'ici 25 ans. Mais ils s'engagent à payer seulement 25 milliards au cours des cinq prochaines années. Non seulement cette cible est la plus basse de toutes (l'Alliance s'engage à payer au moins 30 milliards sur la même période alors que les libéraux paieront 10 milliards cette année seulement), elle laisserait environ 540 milliards à rembourser en 20 ans, soit une moyenne de 27 milliards... par année.

M. Clark s'est défendu de manquer de crédibilité. «Nous voulons faire en sorte que le remboursement de la dette ne se fasse pas au hasard de la conjoncture économique, comme c'est le cas sous les libéraux. Nous nous engageons à légiférer le remboursement pour les cinq prochaines années.» Ensuite, a-t-il dit, des discussions seront entreprises pour établir un plan de remboursement.

Enfin, le parti imite l'Alliance canadienne sur les questions de justice en empruntant sa rhétorique voulant que des «Canadiens se sentent de moins en moins en sécurité dans leurs collectivités».

Ainsi, un gouvernement conservateur abolirait le registre des armes à feu. Il mettrait sur pied un répertoire national des délinquants sexuels. Une plus grande place serait faite aux victimes dans le système de justice: un Bureau national de l'ombudsman des victimes serait créé et on permettrait à celles-ci de présenter une communication verbale devant la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Parti cherche candidat

D'APRÈS LA PC

«Nous embauchons.» Tel pourrait être le nouveau slogan de l'Alliance canadienne à Terre-Neuve. Pour recruter des candidats dans au moins une circonscription de la province, le parti de Stockwell Day a pris le moyen inusité de publier un avis de recrutement dans des hebdomadaires du coin.

Au départ, le président de la campagne dans la région atlantique, Tom Jarmyn, a dit ne pas être au fait de ce geste aux allures désespérées. Après vérification, il a soutenu qu'il s'agissait d'une publicité pour une assemblée de mise en candi-

ture dans Gander-Grand Falls.

Selon lui, son parti n'est pas plus mal pris que les autres. Il aura bientôt 28 candidats choisis dans une région qui compte 32 sièges. Les vides à combler sont à Terre-Neuve, une province traditionnellement rebaptisée au Reform, l'ancêtre de l'Alliance.

Les annonces sont pourtant claires. L'association y dit qu'elle «recrute des personnes [...] qui souhaitent briguer la candidature pour la prochaine élection fédérale». L'association dit avoir agi ainsi seulement parce que le parti exigeait d'elle qu'elle publie l'ouverture des mises en candidature.

Nouveau Parti démocratique

McDonough plaide pour un système de soins à domicile

PRESSE CANADIENNE

Winnipeg — Ottawa a les poches tellement pleines d'argent qu'il pourrait facilement financer le programme national de soins à domicile, accessible à tous, dont les Canadiens ont vraiment besoin, affirme la chef du Nouveau Parti démocratique, Alexa McDonough.

Les surplus fédéraux accumulés devraient atteindre 120 milliards de dollars d'ici cinq ans, ce qui signifie que le gouvernement libéral aurait eu l'argent pour le faire mais qu'il a préféré plutôt sabrer les impôts, a-t-elle ajouté hier à Winnipeg, où elle faisait campagne.

«Les gens souffrent», a-t-elle dit, ils ont «désespérément besoin» d'un programme de soins à domicile.

La dirigeante néo-démocrate avait choisi Winnipeg, où le

NPD et son prédécesseur, le CCF, sont profondément enracinés, pour s'en prendre aux libéraux fédéraux, qu'elle a blâmés pour la disparité des régimes provinciaux de soins à domicile qui ont été implantés à travers le pays. Cela signifie que les Canadiens ont un accès inégal à de tels services et que trois millions de familles se retrouvent obligées de fournir des soins à domicile sans soutien aucun, a-t-elle déploré.

Elle a souligné la qualité du régime manitobain de soins à domicile, le premier à avoir été introduit au Canada, en 1974, par un gouvernement néo-démocrate.

Plusieurs autres provinces ont développé leur propre système pour permettre aux personnes âgées, malades ou invalides de continuer à vivre dans leur propre maison plutôt que de devoir être hospitalisées.

ÉLECTIONS 2000

Publicité électorale

Le Bloc prend Chrétien pour cible

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

Québec — Sur les bords du lac Meech, une jeune femme, dos à la caméra, tenant son enfant dans ses bras, lance: «Ottawa, c'est l'air loin, Ottawa. Mais c'est tellement proche quand ça joue dans nos poches.» Ou encore, ce jeune, toujours de dos, au même endroit: «Ottawa, c'est l'air loin, Ottawa. Mais c'est tellement près quand Chrétien nous prend pour des épaïs.»

Ce sont là les amorces des deux premiers messages publicitaires de 30 secondes qu'a lancés hier le Bloc québécois et qui seront diffusés à la télévision. Reprenant les mêmes thèmes, le Bloc diffusera également un message de deux minutes mettant en évidence plusieurs députés du parti et les dossiers qu'ils défendent. Le parti entend dépenser un million de dollars au cours de la campagne pour leur diffusion, ce qui comprend les annonces achetées dans les imprimés.

Dévoilée hier par le député de Roberval, Michel Gauthier, accompagné de la conseillère spéciale auprès du chef du Bloc, Gilles Duceppe, et de Pierre-Luc Paquet, conseiller aux communications prêté par le Parti québécois, la campagne publicitaire s'en prend directement à Jean Chrétien, non pas à lui personnellement mais en relation avec des dossiers qu'a défendus le Bloc. Le premier message traite des femmes et de la pauvreté tout en faisant référence à la Marche mondiale des femmes. À cause de Jean Chrétien, «on est perdant dans l'assurance-emploi, les congés

de maternité, le logement social et les garderies». Et la jeune femme de conclure: «Moi, dans ma tête, Jean Chrétien, c'est fini.»

Suivant la même formule, le jeune homme s'en prend aux surplus du gouvernement fédéral, qui viennent du «chômage que les travailleurs paient. Pis deux chômeurs sur trois en recevront même pas». Il poursuit sur l'honnêteté: «qu'on perd avec Chrétien» à cause des «scandales» et aussi «le gros bon sens» qu'on perd avec une «loi pour mettre en prison des enfants de 14 ans».

À aucun moment le nom du Parti libéral n'est prononcé; la campagne ne dénigre que Jean Chrétien. «Ce n'est pas parce que Jean Chrétien n'est pas montrable au Québec qu'on va faire des efforts pour passer à côté de la tradition qui veut qu'on s'attaque à un parti et à son chef puis qu'il a un rôle déterminé», a dit M. Gauthier pour expliquer cette personnalisation des messages.

En plus de la publicité à la télévision, le BQ installera 60 000 affiches et 5000 panneaux qui porteront le slogan «Le Québec gagne à voter Bloc», de même que des variantes sur les femmes, les communautés culturelles, etc. Les gays et les lesbiennes gagnent aussi à voter pour le Bloc dans les publications qui leur sont destinées.

Une lutte serrée

En tournée à Québec hier, le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe a prévenu ses troupes que «la lutte sera serrée» et leur a dit de «ne rien prendre pour acquis». Dévoilé hier, le dernier sondage Léger et Léger place les libéraux de Jean Chrétien en avance au Québec avec 43 % des intentions de



Le chef bloquiste Gilles Duceppe discute alimentation dans un supermarché de Québec.

vote, devant le Bloc, avec 39 %. Représentée par la députée bloquiste Hélène Alarie, la cir-

conscription de Louis-Hébert est un cas d'espèce. En 1997, Mme Alarie a remporté la victoire avec

Jacques Parizeau entre en scène

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Québec — Une semaine, jour pour jour, après le déclenchement des élections, l'ex-premier ministre et ancien chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, s'engagera dimanche dans la campagne électorale fédérale pour soutenir le parti dont il est le conseiller, le Bloc québécois.

Cette figure de proue du mouvement souverainiste se joindra au chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, pour le lancement d'une tournée auprès des jeunes dans le cadre de la présente campagne électorale, selon une source. On prévoit également que, de son côté, le premier ministre Lucien Bouchard y aille de sa première participation à cette campagne au début de la semaine prochaine dans la région de Montréal.

À compter de la semaine prochaine, Jacques Pa-

zeau entreprendra une tournée des universités et des cégeps pour s'adresser à un public qui lui a toujours réservé un bon accueil. Après son retrait de l'avant-scène politique, M. Parizeau a prononcé de nombreux discours devant des étudiants, devenant une des figures du mouvement souverainiste les plus populaires auprès des jeunes militants.

Singulièrement, cette tournée du Bloc québécois auprès des jeunes électeurs se fera en l'absence d'un président élu au Forum Jeunesse de la formation politique. Hier, le président de l'aile jeunesse du Bloc, Nicolas Brisson, a annoncé sa démission (voir en page A 1) afin de protester contre la décision du chef Gilles Duceppe d'écarter la candidature du jeune militant Sylvain Gaudreault dans la circonscription Chicutimi-Le Fjord. Ex-membre du Comité national des jeunes du Parti québécois, M. Gaudreault avait recueilli davantage d'appuis que le candidat désigné par la direction du parti, Noël Tremblay.

EN BREF

La campagne des chefs

Aujourd'hui, le chef du Parti libéral, Jean Chrétien, est en Nouvelle-Ecosse, à Halifax, et à Gander, à Terre-Neuve; le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe fait campagne à Montmagny et Rivière-du-Loup; le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, fait campagne à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, et à Ottawa; le chef du Parti conservateur, Joe Clark, fait campagne dans le sud-ouest ontarien; le chef du Nouveau parti démocratique, Alexa McDonough, fait campagne à Saskatoon et à Regina.

Scrutin2000.net

Le producteur des Chroniques de Cybérie, Jean-Pierre Cloutier, offre aux internautes un site d'information sur les élections fédérales (www.scrutin2000.net). Le site offre une revue de presse quotidienne d'un océan à l'autre en anglais et en français, des analyses de l'opinion publique de Pierre-Alain Cotnoir, le commentaire de Laurent Laplante et plusieurs renseignements pertinents, dont les résultats sommaires des dernières élections.

100 candidats verts à travers le pays

Le Parti vert du Canada entend présenter 100 candidats à travers le pays même s'il croit n'en faire élire aucun. La campagne ne portera que sur les questions environnementales en espérant que ce thème devienne un enjeu de la campagne, a expliqué mardi la chef du parti, Joan Russow. Le parti appuie le recours à l'agriculture biologique et propose de bannir les cultures transgéniques (OGM), fait la promotion de sources d'énergie renouvelables et suggère de mettre fin à l'Accord de libre-échange nord-américain ainsi qu'à l'Organisation mondiale du commerce.

Subventionner l'innovation, respecter les provinces

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain est d'accord avec Jean Chrétien et en désaccord avec Stockwell Day lorsqu'il s'agit de certains programmes de subventions aux entreprises. La Chambre soutient que «les secteurs de la R-D et de l'innovation scientifique devraient bénéficier de nouveaux investissements gouvernementaux». Cependant, ajoute la Chambre de commerce, les dépenses de programme, l'assurance-emploi, la défense nationale, les affaires extérieures, le commerce international, les infrastructures de transport et la péréquation ne devraient pas voir leur budget augmenter plus que l'inflation. La moitié des surplus devrait être consacrée aux baisses d'impôts, l'autre moitié à la dette. Et la Chambre de commerce enjoint au prochain gouvernement fédéral «d'éviter toute tentative centralisatrice et de s'abstenir d'intervenir dans les secteurs de compétence provinciale».

En réponse à un cafetier de Winnipeg

Le chef libéral ne touchera pas à la TPS

D'APRÈS LA PRESSE
CANADIENNE

Winnipeg — Accompagné de son épouse Aline et de leur fille France, le chef libéral Jean Chrétien a décidé à l'improviste d'aller se désaltérer dans un café de Winnipeg où il a serré la main à plusieurs clients.

La propriétaire du café Kelekis, Mary Kelekis, une libérale de longue date, les a accueillis à bras ouverts et leur a offert le café. M. Chrétien a proposé de payer, ce qu'elle a refusé.

Bien qu'elle s'y soit habituée, Mme Kelekis a précisé qu'une baisse du taux de la TPS lui faciliterait la vie et lui éviterait de la paperasse. Les journalistes ont voulu savoir si M. Chrétien songeait à abolir ou à diminuer le taux de la TPS.

«Non, il n'en est pas question», a-t-il répondu avec réticence tout en rappelant que les libéraux venaient de proposer des baisses d'impôts de 100 milliards de dollars en cinq ans. En 1993, le chef libéral avait promis d'abolir la TPS, une promesse brisée dont il s'est justifié en disant qu'on l'avait mal compris.

M. Chrétien a eu un moment d'impatience lorsqu'un journaliste a voulu savoir s'il allait rencontrer beaucoup de Canadiens pendant la campagne électorale. «Il n'y a pas de point de presse ici. On a des règles, alors suivez-les donc, s'il vous plaît. Moi, je les suis.»

M. Chrétien a visité l'Institut Wellness, un centre de santé holistique, pour illustrer les bienfaits du programme fédéral d'infrastructures mis sur pied par son gouvernement.

Ce centre a été construit en 1996 grâce au premier programme d'infrastructures du gouvernement Chrétien. Les libéraux y ont versé un million, ensuite imités par le gouvernement provincial et la Ville de Winnipeg.

«C'est une utilisation originale des fonds du programme d'infrastructures», a-t-il déclaré, rayonnant de joie.

M. Chrétien a eu beaucoup de plaisir à essayer un appareil de gymnastique et à faire un peu de cuisine. L'Institut Wellness offre des cours de cuisine à faible teneur en gras aux patients du centre.

Paré d'un tablier rouge de la Fon-



Après avoir pris le café dans un restaurant de Winnipeg, Jean et Aline Chrétien se sont rendus au Willness Institute où le couple a montré comment il se débrouille dans une cuisine.

dation des maladies du cœur du Manitoba, le premier ministre Chrétien et son épouse ont voulu faire cuire des biscuits à l'avoine. L'éducatrice a demandé à M. Chrétien de bien mélanger la pâte à biscuits et d'en disposer de petites quantités sur une plaque. M. Chrétien ne savait pas trop comment s'y prendre. «Je sais faire cuire un œuf», a-t-il lancé en riant, un peu gêné. Mme Chrétien s'est emparée du bol et, d'une main vigoureuse, le tour était joué. Les Chrétien ont bien ri.

Day et Duceppe attaqués

Le premier ministre, qui s'est vanté de mener une campagne «positive», s'en est pourtant pris à

ses deux adversaires principaux, le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, et celui du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

Parlant devant 600 personnes, il s'est moqué des difficultés de M. Day qui, la veille, affirmait que les eaux coulent du nord vers le sud aux chutes du Niagara alors que c'est l'inverse.

Le premier ministre s'est plus tard lancé dans une attaque en règle contre le Bloc québécois. «Ça va bien au Canada», a-t-il affirmé lors d'un dîner-causerie devant le Club canadien. «Malgré ça, il existe au Québec un parti fatigué, un parti qui s'était engagé à mourir jeune à la fin de son premier man-

dat. Un parti à bout de souffle et à court d'idées. Le Bloc ne voit rien de positif dans toutes ces bonnes nouvelles parce que toutes ces bonnes nouvelles lui ont fait perdre sa raison d'être. Le Bloc vit dans le passé, se cantonne dans le négatif et voit la vie en noir.»

M. Chrétien a par contre ignoré les attaques de l'ancien premier ministre conservateur Brian Mulroney qui, mardi soir, l'a accusé de faire preuve d'arrogance, de manquer de vision et de vouloir intimider le Commissaire à l'information et le Vérificateur général. En guise de réaction, le chef libéral a simplement haussé les épaules.

Daniel
GOUGEONQuel sens donner
à ma vie ?
Cahier d'activitésEnseignement moral
et religieux catholique
de 3^e secondaire.

En vente dans toutes les librairies

Cahier SPÉCIAL
Le Devoir

Publié le samedi 11 novembre 2000

Salon du livre de Montréal

Tombée publicitaire 3 novembre 2000

É D I T O R I A L

Un lent virage

La seconde rencontre des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des pays membres du G20 s'est terminée hier par la publication d'un communiqué dont l'orientation est influencée par les revendications des manifestants antimondialisation. Cela ne mettra pas fin aux protestations mais, au moins, le virage montre clairement que les dirigeants des pays ont compris que s'ils ne se préoccupent pas des effets de la mondialisation sur les plus démunis, le risque d'une montée du protectionnisme ira en augmentant.

Le G20 a été créé au moment de la crise financière asiatique qui avait failli s'étendre à l'ensemble des pays commerçants de la planète. Son but premier consiste à convaincre les pays émergents de se doter de règles et de pratiques transparentes en matière de gestion des organisations financières. Par la menace, si nécessaire...

On se rappellera que les crises financières survenues au Mexique, en Asie et en Russie ont chaque fois entraîné la faillite de grandes institutions mal gérées et la fuite de capitaux par milliards. Après des années de croissance économique débridée, notamment en Asie, le chômage et la misère se sont propagés dans ces pays que l'on dit «émergents». S'il était évident que la mondialisation des échanges financiers en était la cause, ce qui l'était moins, c'était d'imaginer des moyens pour éviter que de telles crises ne se reproduisent. C'est ce à quoi veut s'attaquer le G20 en créant des outils d'information pour voir venir le train et des outils d'intervention pour amoindrir la durée et l'effet des crises.

Prétendre que le G20 est inutile ou, pire, qu'il est le moyen de prédilection des multinationales pour asservir les peuples, voilà qui est simpliste. Sans de tels lieux de discussion et de négociation entre gouvernements nationaux, c'est le marché seul qui déciderait de tout, sans que les gouvernements n'y puissent rien. Il est là, le danger, et non dans les rencontres internationales du G20, voire celles du FMI et de la Banque mondiale. D'autant plus que lentement, trop lentement, les grands de ce monde commencent à comprendre, à force de se le faire répéter, que les mécanismes de régulation financière ne suffisent plus, qu'il faut aussi inclure des mesures sociales destinées à améliorer la santé et l'éducation des populations. Sinon, comment espérer que les nations les plus pauvres sortent un jour du marasme dans lequel les plonge le développement très rapide des nations les plus riches?

La mondialisation, on peut la combattre en bloc comme s'il s'agissait d'un projet machiavélique aux conséquences uniquement désastreuses, mais une telle lutte ne mènera nulle part. À moins de croire à la révolution, et encore: au profit de qui peut-on croire qu'elle se ferait? Il vaut donc certainement mieux travailler à humaniser le processus, notamment en élaborant des règles financières auxquelles tous les pays devront se conformer, en convainquant les gouvernements et les institutions internationales d'inclure systématiquement des mesures sociales dans leurs plans de redressement économique et en exigeant de nos gouvernements qu'ils soient beaucoup plus transparents que par le passé lors de la négociation de traités commerciaux.

En cela, les manifestants antimondialisation ont raison, et c'est un peu grâce à eux si les organismes internationaux comme le G20, le FMI ou la Banque mondiale ont entrepris depuis quelques années de réviser l'orientation de leurs plans d'intervention. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille en venir à la violence et à la provocation, des comportements délinquants qui deviennent le prétexte à des interventions policières musclées et qui, le plus souvent, font oublier l'objet des manifestations.

jrsansfacon@ledevoir.ca

Le gouffre ivoirien

Un général en fuite, un candidat à la présidence qui se déclare vainqueur d'une élection avant que le décompte ne soit achevé, des opposants interdits de campagne pour des raisons nauséabondes... ajoutons à cela le détournement de millions de dollars destinés à la santé, une corruption généralisée, une exacerbation des singularités ethniques doublée de celle des différences religieuses... La Côte-d'Ivoire est au bord du gouffre.

À peine la nouvelle selon laquelle le général Gueï avait pris la poudre d'escampette sans demander son reste s'est propagée, son principal adversaire à la course présidentielle, Laurent Gbagbo, s'est empressé de se proclamer champion d'une élection tronquée de bout en bout. Voire depuis des mois et des mois. Dans cette histoire, il ne faut pas oublier que Gbagbo et d'autres avec lui n'ont rien fait afin d'empêcher l'ex-général-président d'ethniciser la Constitution ivoirienne dans le but de barrer la route à un nombre imposant d'opposants, dont le plus célèbre d'entre eux est l'ex-premier ministre Alassane Ouattara.

En mai dernier, Gueï avait amorcé, avec le soutien de Gbagbo, une campagne au fond très raciste contre Ouattara qui devait réduire tous les débats politiques à une farce d'autant plus sinistre que sa mise en scène consistait à détourner l'attention des citoyens afin de permettre aux autocrates en place de continuer à s'en mettre littéralement plein les poches.

Sans légitimité réelle et encore moins de crédibilité, on voit mal comment Gbagbo pourrait faire l'économie du geste que le président sud-africain Thabo Mbeki lui conseille de faire au plus vite, soit remettre tous les compteurs politiques à zéro avant d'organiser de véritables élections. D'autant que bien des organismes internationaux ont clairement indiqué qu'aucune aide ni aucun prêt ne sera accordé tant et aussi longtemps que la Côte-d'Ivoire n'aura pas obtenu un satisfecit attestant au minimum de son souci démocratique.

Si tel n'est pas le cas, si Gbagbo ne joue pas la carte de l'apaisement sur les fronts ethniques et religieux, s'il ne gomme pas l'article de la Constitution qui interdit à quiconque de participer au débat politique à moins que père et mère ne soient d'origine ivoirienne, s'il ne joue pas la carte démocratique à fond, alors il y a fort à craindre que le pays s'enfoncé encore plus dans le labyrinthe de la ruine absolue.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFACON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Pas même 10 ¢

Le gouvernement fédéral s'est fait un grand plaisir d'annoncer il y a quelques jours l'extension de ses surplus budgétaires. À la veille des élections fédérales, il a profité de cette occasion pour faire une redistribution selon les priorités de son parti. Suis-je la seule à me rappeler que récemment des milliers de femmes marchaient au Québec, au Canada et partout dans le monde pour réclamer l'instauration de programmes visant l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes?

De toutes les mesures budgétaires proposées par le ministre des Finances, Paul Martin, je n'en ai vu aucune qui puisse enfin améliorer la condition de ces femmes. Avec ce budget préélectoral, il apparaît évident que le Parti libéral du Canada est totalement désintéressé de l'électorat féminin. Malgré le geste d'envergure des femmes canadiennes, qui ont marché à Ottawa et Washington et qui ont poursuivi jusqu'au siège des Nations unies, à New York, le gouvernement libéral n'a même pas démontré un semblant d'intérêt dans sa distribution des surplus budgétaires.

Enfin, des milliers de femmes et d'hommes solidaires à une cause, qui marchent des kilomètres pour faire avancer cette action et qui manifestent pacifiquement, cela ne représente pas, pour le gouvernement canadien, une action suffisamment honorable pour qu'elle soit décorée économiquement. Alors que ce sont les Canadiennes qui ont lancé ce grand mouvement de solidarité internationale, comment voulez-vous que la communauté internationale prenne au sérieux les revendications de la Marche mondiale des femmes alors que notre propre gouvernement n'est même pas capable

de soutenir l'effort canadien pour l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes? Ce que je comprends aujourd'hui, c'est que le Parti libéral du Canada n'a pas besoin du vote de celles et ceux qui croient encore que la condition féminine a besoin de soutien pour avancer.

Suzie Boulanger
Grand-Mère, 20 octobre 2000

Boycottons Old Milwaukee!

Plus personne ne s'étonne de voir les autoroutes, les vitrines et les autobus tapissés d'affiches publicitaires racoleuses. Que ce soit là le signe de l'importance de la sexualité dans notre culture est une lapalissade! Ce qui est plus troublant, cependant, ce sont les élans de phalocratie qui accompagnent cette pub. Le cas de la bière Old Milwaukee est typique.

Si ce n'était des cas de récidive, on aurait pu croire que l'allure siliconée de la pub était d'abord le fait d'une plaisanterie, de bien mauvais goût il va sans dire. Ceux et celles d'entre vous qui empruntaient, l'automne dernier, l'autoroute 15 Nord à la hauteur d'Henri-Bourassa se souviendront sans doute de la «nana» (c'est bien ainsi qu'on les surnomme, n'est-ce pas?), jupe fendue jusqu'à la fesse, tenant sur un plateau de chair une seule et unique bouteille de bière bien érigée et située au centre de la composition.

La version automne 2000 propose, quant à elle, une nouvelle fermentation qui résulte d'une association entre la consommation de la bière et le dépucelage. En effet, la plantureuse serveuse a cédé sa place à une toute jeune fille, très légèrement vêtue, se tenant debout au milieu d'un feuillage rougissant... On a mal-

heureusement tenté quelques lignes de prose. S'adressant à un consommateur éventuel, l'essentiel du propos repose sur l'idée que la bière et le corps féminin sont des territoires destinés à la possession masculine.

Dans le genre rétrograde, cette pub véhicule l'idée, pas assez contestée, selon laquelle le corps féminin, au même titre que le houblon, peut être un objet de consommation tout en proposant un canon de beauté qui a davantage à voir avec les fantasmes masculins qu'avec la réalité féminine.

Comble de l'histoire, en ne ciblant que des acheteurs masculins, on s'aliène 52 % d'acheteuses potentielles! Encore faut-il préciser qu'on s'adresse ici aux mâles comme s'il s'agissait d'une horde d'illettrés, dépourvus de discernement, insensibles aux revendications de leurs compagnes, amies ou amantes, guidés uniquement par les variations du niveau de la testostérone. L'insulte est double!

Old Milwaukee a opté pour une publicité ouvertement sexiste. Au nom du libre marché, on envahit notre univers visuel, aussi celui des enfants et des jeunes adultes, de propos tout à fait intolérables au sein d'une société où règne théoriquement l'égalité entre les sexes. Les images publicitaires reflètent, dit-on, les idées dominantes d'une société, mais elles ont aussi le pouvoir de fixer les codes fondamentaux d'une culture. Loin d'être innocentes, elles ont un impact réel sur notre perception des choses et plus largement sur l'évolution des mentalités et des modes de vie. Laissera-t-on une poignée de brasseurs américains encourager les rapports de pouvoir et l'incompréhension entre les sexes?

Edith-Anne Pageot
Saint-Hippolyte, 20 octobre 2000

LIBRE OPINION

Santé: le délai de carence pour les immigrants est inacceptable

STEPHAN REICHHOLD
Directeur général

RIVKA AUGENFELD
Présidente de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

A titre de regroupement national de 122 organismes communautaires œuvrant auprès des personnes réfugiées et immigrantes, nous désirons faire part à Pauline Marois, ministre de la Santé, de notre grande préoccupation face à la volonté du gouvernement du Québec de réduire l'accès des personnes réfugiées et immigrantes aux services de santé.

C'est avec stupeur que nous avons pris connaissance (par pur hasard) de l'existence d'un projet de règlement (publié dans la Gazette officielle le 12 juillet dernier) visant à introduire un délai de carence pour l'admissibilité à la Régie de l'assurance-maladie pour tout nouvel arrivant au Québec.

Nous estimons que ce projet de règlement, s'il est adopté, affectera de façon significative la clientèle que nous desservons. Nous comprenons donc mal les raisons pour lesquelles nous avons été ignorés et nous déplorons le manque de transparence dont ont fait preuve les décideurs dans ce dossier.

Lorsque nous avons appris, fin septembre, les intentions du gouvernement quant à l'introduction de cette période de carence, nous avons contacté la RAMQ pour éclaircir les malheurs. Malheureusement, les responsables de la RAMQ ont refusé de collaborer.

En privant les immigrants indépendants (et certains réfugiés) sélectionnés par le

Québec de la carte d'assurance-maladie pour les trois mois suivant la présentation de leur demande, le gouvernement omet de prendre en considération l'impact négatif de ce changement dans le processus d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants.

Le ministère de Mme Marois n'est pas sans savoir qu'aucune solution alternative valable n'est à leur disposition.

En effet, l'assurance privée, telle que proposée par plusieurs, n'offre malheureusement qu'une couverture fort limitée (par exemple, elle ne couvre pas les soins reliés à la prévention, à la grossesse, à l'accouchement et aux maladies chroniques) et s'avère de plus très onéreuse pour des immigrants qui ont des sommes importantes à débours (d'ailleurs plus élevées au Québec que dans le reste du Canada) pour s'établir au Québec.

Malgré ce que semble prétendre la RAMQ, ce projet de règlement touchera négativement la situation des réfugiés. Ainsi, il affectera la réunification familiale des réfugiés reconnus sur place, ce qui contrevient à l'esprit des principes fondamentaux de la Convention de Genève et de la Loi canadienne sur l'immigration en ce qui a trait au traitement des réfugiés et de leur famille.

Cette nouvelle politique aurait également un effet sur la sélection des réfugiés à l'étranger parrainés par le secteur privé. Compte tenu des coûts supplémentaires en prévision pour les parrains, nous craignons pour la survie du Programme de parrainage collectif, un fleuron du programme d'immigration humanitaire québécois, que le gouvernement du Québec a fièrement rapatrié du fédéral il y a quelques années.

Cette mesure aura pour effet indirect d'annihiler définitivement ce programme et de décourager l'engagement humanitaire des Québécois à l'égard des populations réfugiées.

Finalement, nous tenons à faire part à la ministre Marois de notre indignation en ce qui a trait aux commentaires émis par le porte-parole de la RAMQ. Nous déplorons que ses représentants, pour justifier une telle mesure, invoquent comme principal argument de prétendus problèmes de fraude et d'abus, sans précisions ni quantification, associant encore ainsi les immigrants comme des abuseurs et des fraudeurs potentiels alors qu'il s'agit de personnes soigneusement sélectionnées par des fonctionnaires du Québec dans le but d'enrichir notre société. Ce type de commentaires alimente inutilement des préjugés déjà trop répandus voulant que les personnes immigrantes entrent comme elles veulent au Québec et qu'elles représentent surtout un fardeau pour notre société.

Nous pensons que ce genre de propos et l'institutionnalisation de mesures discriminatoires, comme l'imposition d'un délai de carence pour les immigrants et les réfugiés, nuisent considérablement à l'intégration harmonieuse des nouveaux arrivants dans notre société et ne faciliteront en rien les efforts actuels du gouvernement québécois, qui vise une augmentation importante des niveaux d'immigration.

Compte tenu des courts délais et face aux conséquences importantes qu'entraînerait l'application d'un tel règlement, qui ne semble pas avoir fait l'objet d'une quelconque étude d'impacts, nous demandons à la ministre Marois de retirer ce projet de règlement.

IDÉES

Un imaginaire à recréer

Penser autrement la politique

La conformité sociale bloque la recherche de solutions

GUY PAIEMENT
MICHEL RIOUXManifeste produit par le Collectif
des Journées sociales du Québec qui se tiendront
à Québec en mai 2001

Depuis la crise qui a frappé les pays industrialisés au détour des années 80, nous avons perdu l'initiative de penser autrement la politique. La mondialisation des marchés a raboté toujours davantage les différences culturelles, entraînant des conséquences inévitables tant sur le développement social que sur le progrès économique. De gré ou de force, les citoyens ont disparu. Ils sont rapidement devenus des consommateurs au service du marché, des administrés ballottés par la bureaucratie, des bénéficiaires ajustés aux programmes, des clients d'un système souvent bâti à côté de leurs véritables besoins.

Les forces sociales qui tentent de résister à cet état de choses ne manquent pas. Mais elles acceptent trop souvent les règles anciennes, pataugent dans des querelles de pouvoir dignes de la féodalité ou encore croient naïvement que de nouvelles techniques pourront venir à bout de n'importe quoi. Or une telle résistance ne peut indéfiniment tenir lieu d'une autre politique. Les techniques de la manipulation ne peuvent remplacer longtemps la passion de la démocratie et le respect de l'initiative des citoyens. Les personnes exclues ne peuvent davantage être reléguées dans les marges de la société et de ses finances sans que toute la société n'en devienne handicapée.

Voilà pourquoi nous sommes de ceux qui intuitionnent que le regain d'intérêt pour la citoyenneté ouvre de nouveaux chantiers et appelle à un déblocage de nos vieilles façons d'imaginer la politique. Dans plusieurs milieux, l'effort est déjà commencé. Mais un discernement lucide s'impose.

De quelle citoyenneté est-il question?

Deux formes principales de citoyenneté se sont en effet développées jusqu'à maintenant. Il y a, d'une part, cette citoyenneté qui pose au préalable l'existence d'une communauté de citoyens partageant des valeurs communes qu'ils entendent promouvoir et défendre au besoin. Cette belle évidence est aujourd'hui coupée en morceaux, et il faudra plus qu'un forum pour la réinventer.

Il y a aussi la citoyenneté dite libérale, qui voit dans l'État le garant des droits individuels et le défenseur des intérêts personnels des individus. Dans cette dernière perspective, la citoyenneté devient un simple outil de promotion individuelle. L'importance de plus en plus grande accordée au marché vient, dans ce contexte, restreindre encore davantage l'espace du citoyen. La liberté démocratique se réduit alors à celle de pouvoir offrir sa force de travail à n'importe quel prix. La conséquence, à terme, est de faire de nous une poussière d'individus revendiquant chacun de l'État qu'il s'occupe de la défense de ses seuls intérêts tandis que



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

De gré ou de force, les citoyens ont disparu. Ils sont rapidement devenus des consommateurs au service du marché, des administrés ballottés par la bureaucratie, des bénéficiaires ajustés aux programmes, des clients d'un système souvent bâti à côté de leurs véritables besoins.

«le marché des autres» prend de plus en plus en charge l'ensemble des activités qui nous régissent.

Cet abandon au marché de l'ensemble de la sphère économique se retrouve dans la politique sur la citoyenneté et l'intégration, objet en septembre 2000 d'un forum organisé par le gouvernement du Québec. Il est en effet révélateur que cette politique soit à la hauteur quand il est question du cadre de vie, soit l'environnement à l'intérieur duquel doit s'exercer la citoyenneté, et de la qualité de la vie, soit l'importance des réseaux qui empêchent les citoyens de se retrouver isolés. Mais le niveau de vie, c'est-à-dire ce qui relève de la sphère économique, est totalement absent de cette politique, signe parmi tant d'autres de l'abandon de cette dimension capitale à d'autres forces que celles dont la démocratie est le fondement.

Là-dessus, comme sur tant d'autres objets d'importance capitale pour la démocratie, les gouvernements ont abdiqué. C'est le cas, entre autres, de la surveillance du monde de la finance. Les États, et celui du Québec n'y échappe pas, n'exercent à peu près plus ce contrôle démocratique à travers lequel le contrôle citoyen avait auparavant quelques chances de s'exprimer. Pensons à la Caisse de dépôt, à la Société générale de financement et aux divers autres fonds de retraite sur lesquels on cherche en vain comment s'exerce l'emprise citoyenne.

L'hypertrophie du marché a colonisé les services publics. La gestion des forêts et de l'eau, biens publics qui devraient le rester, échappe toujours davantage au contrôle démocratique. Dans ces secteurs, il est devenu presque impossible pour des groupes de citoyens de contrer la volonté des intérêts privés qui

ont déjà asservi à leurs intérêts les différents ministères concernés. Abandonnant leur mission et rompant avec leurs racines, les Caisses Desjardins ont pris le virage banquier. Hydro-Québec n'écoute plus que les profits à l'exportation et n'entend pas la voix des citoyens qu'elle bouscule sans vergogne.

Les groupes communautaires eux-mêmes n'échappent pas toujours à cette dérive. Les citoyens d'hier sont devenus de multiples clientèles qui attendent toutes de meilleurs services, sans trop se préoccuper de la maîtrise qu'ils pourraient exercer sur eux.

Le danger du conformisme

Encore plus insidieuse est cette tendance chez nous à la conformité sociale, qui aboutit à une perte des compétences de base indispensables à la vie en société. Combien de gens, jeunes et moins jeunes, acceptent comme une fatalité la précarité de leur travail et le poids souvent antisocial de l'organisation de leur vie? Comment penser s'occuper de l'avenir d'un pays quand il faut courir après des emplois précaires, être équilibré avec des temps de travail qui vous assomment, faisant perdre le goût de rencontrer les autres, de suivre l'évolution de son enfant, ignorant les structures nouvelles qui se mettent néanmoins en place et en devenant toujours davantage convaincus que ceux qui savent sont ceux qui contrôlent les banques et que le seul recours qui reste, pour espérer sortir de ce merdier, est le hasard, insidieusement cautionné par l'État avec ses casinos et ses loteries multiples?

Ces tendances fortes se nourrissent de notre consentement plus ou moins tacite. En conséquence, une première tâche pour redonner aux citoyens que

nous sommes le goût de s'occuper de nos affaires demeure l'effort nécessaire pour identifier les occasions où nous nous en faisons les complices et pour trouver le courage de les affronter. Mais tous ces efforts, si indispensables soient-ils, ne suffisent plus. L'imagination doit retrouver du service et, avec elle, une nouvelle confiance dans nos rêves et dans les projets qu'ils engendrent.

Nous sommes actuellement en panne d'imagination politique. Comment faire appel à de nouvelles références, identifier de nouvelles priorités, mettre en place de nouvelles manières de faire, réactiver le sens de la représentation, fournir les moyens d'une vraie participation: autant de tâches qui donnent à la citoyenneté un sens beaucoup plus large que celui, strictement juridique, qui a cours.

Pour une bonne part, notre espoir de changer le cours des choses nous vient sans doute de tous ces gens, souvent écrasés, semble-t-il, par des forces qui cherchent à s'imposer mais qui parviennent quand même à se tenir debout et à ruser avec elles afin de dégager des marges de liberté et d'initiative.

Notre confiance nous vient aussi de notre foi, qui nous stimule à creuser en nous notre humanité et nous incite tout autant à nous mettre à l'écoute de celle des autres. Consentir à faire confiance à cette fierté d'être citoyen nous ouvre alors tout un champ de nouvelles complexités et de nouvelles initiatives.

Quand nous serons suffisamment nombreux à bricoler ensemble les multiples pratiques neuves d'une citoyenneté retrouvée, nous pourrions disposer d'un autre bagage social. Une nouvelle politique deviendrait alors possible.

Nouveau départ dans les Balkans?

CHRISTIAN GEISER

Chercheur sur les interventions
de paix à la chaire
Télé globe-Raoul-Dandurand
en études stratégiques et
diplomatiques de l'UQAM

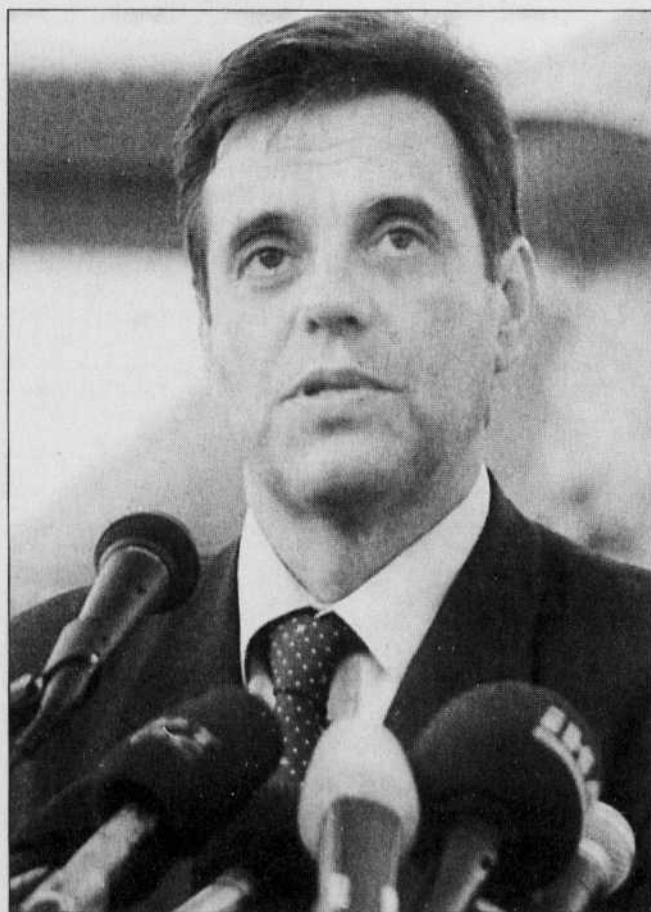
Les récents événements dans la Fédération yougoslave laissent entrevoir une occasion de changements dans les Balkans. Toutefois, Vojislav Kostunica devra faire face à de nombreux défis avant de parvenir à reconstruire la Fédération yougoslave.

Le 27 juillet 2000, lorsque Slobodan Milosevic annonça la tenue des élections, peu nombreux étaient ceux qui auraient pu prédire les événements qui mirent fin à un cycle de 13 ans de désolation dans les Balkans. Comment expliquer un tel revirement de la situation? On peut résumer cela à un mauvais calcul. En effet, lorsqu'il prit cette décision, tout semblait favoriser Slobodan Milosevic. Il avait une emprise presque totale sur les médias; l'armée et la police lui semblaient acquiescentes. Surtout, une fois encore, l'opposition paraissait désorganisée.

Or il s'est avéré qu'aucun de ces éléments ne s'est comporté comme Milosevic et ses alliés l'avaient prévu. Après quelques hésitations, l'opposition s'est ralliée derrière Vojislav Kostunica, les querelles intestines faisant place à la volonté de se débarrasser de celui qui avait provoqué la décadence serbe. Vojislav Kostunica, jouant sur sa réputation d'intégrité et ne pouvant en aucune façon être associé à Slobodan Milosevic, sut proposer une solution alternative crédible à l'électorat. La police et l'armée refusèrent de soutenir à un moment stratégique l'homme qui les avait engagés dans des

aventures guerrières catastrophiques et qui, souvent, les avait sacrifiées au profit de gains diplomatiques. Quant aux médias, ils virent l'occasion de se défaire de celui qui les avait muselés à son profit. Plus personne ne semblait croire aux propos de Slobodan Milosevic. Car s'il avait réussi à rassembler la population serbe derrière lui en réaction aux bombardements de l'OTAN, celle-ci a vécu au quotidien les conséquences de la politique aventurrière de Slobodan Milosevic une fois l'effet galvanisant des frappes de l'OTAN dissipé. Ainsi, la rhétorique anti-OTAN répétée ad nauseam par Milosevic est tombée à plat. Certes, peu de personnes en Serbie voient l'OTAN d'un œil favorable. Toutefois, les tentatives d'étiqueter M. Kostunica d'agent à la solde des puissances étrangères trouveront bien peu d'écho au sein de la population. La tentative de fraude électorale accélérera la chute d'un régime en disgrâce.

Slobodan Milosevic vaincu, Vojislav Kostunica n'est pourtant pas au bout de ses peines. Car de nombreux défis l'attendent et la pression est énorme. Il faut préciser que les élections du 24 septembre dernier ne se sont déroulées qu'au niveau fédéral. Hormis le contrôle de la politique et du commerce extérieurs et des affaires monétaires, peu de prérogatives sont officiellement aux mains de M. Kostunica. Ainsi, malgré les démissions massives de ses partisans, Slobodan Milosevic conserve certains atouts. Par exemple, il reste deux ans au mandat d'un de ses plus proches collaborateurs, le président de la Serbie, Milan Milutinovic. D'ici le 19 décembre prochain, date à laquelle se tiendront les élections parlementaires devant remplacer le gouvernement actuel, Milosevic pourrait exploiter



REUTERS

Le nouveau président Vojislav Kostunica n'est pas au bout de ses peines. En effet, de nombreux défis l'attendent et la pression est énorme.

les ambitions nourries par les 16 partis de la coalition de M. Kostunica afin de diviser et saper les bases du pouvoir de celui-ci. Néanmoins, les tensions latentes entre les partis de la coalition gouvernementale (dominée par le parti de gauche de la femme de Milosevic et le parti ultranationaliste de Vojislav Seselj) et les déflections au

sein du parti de Milosevic laissent entrevoir que les élections parlementaires devraient voir les alliés de M. Kostunica l'emporter.

La population a de grandes attentes qui seront cependant difficiles à combler. Car bien que les effets de la levée de l'embargo et des sanctions vont sans aucun doute faciliter la tâche du nou-

veau président, redonner à la Serbie les richesses et le statut dont elle disposait sera ardu. Économiquement, la Serbie est une zone sinistrée. Les marchés captifs dont disposait autrefois la Serbie n'ont pas été remplacés, l'industrie est délabrée tandis que l'économie informelle représente de 30 à 40 % des flux économiques. Avec une inflation ayant atteint 150 %, les gens vivent en moyenne avec 4 \$ par jour dans un climat de corruption, de clientélisme et de dérive criminelle. La reconstruction sera difficile.

Hormis les difficultés en Serbie, M. Kostunica doit également faire face à des situations sensibles au niveau fédéral car ni la question du Kosovo ni celle du Monténégro ne se sont résolues avec le départ de M. Milosevic. Au contraire, elle risque de s'envenimer au Kosovo. Hashim Thaci, ancien leader de l'Armée de libération du Kosovo, et son rival Ibrahim Rugova vont probablement regretter Slobodan Milosevic. Car celui-ci, par ses politiques et son passé, légitimait aux yeux de la communauté internationale les demandes d'indépendance du Kosovo. Or l'arrivée d'un Kostunica nationaliste et appuyé internationalement complique la donne. Les Kosovars ne sont pas plus favorables à réintégrer la Fédération yougoslave sous Kostunica que sous Milosevic. Ils ont perdu leur principal levier de pression avec la fin de l'ère Milosevic et se retrouvent face à un nouveau dirigeant opposé à leur indépendance. Dès lors, on peut s'attendre à un renouveau des tensions, non seulement entre les Serbes et les Kosovars mais également entre les Kosovars et la communauté internationale.

Au Monténégro, les relations entre la coalition de M. Kostunica et Milo Djukanovic ne sont guère cordiales. M. Kostunica

ayant même accusé le président monténégrin d'adopter un «comportement égoïste et traître» en boycottant les dernières élections. Par ailleurs, au sein même de la coalition dirigeante du Monténégro, les divisions se feront sûrement sentir. Car certains partis n'ont soutenu la politique d'éloignement de la Serbie que pour échapper à M. Milosevic. Cependant, pour d'autres, quelle que soit la personne au pouvoir à Belgrade, l'indépendance est primordiale. Interrogé à la veille des élections au sujet des relations avec le Monténégro, M. Kostunica parlait d'instaurer un fédéralisme flexible. L'annonce par M. Kostunica de la volonté de tenir un référendum «à la québécoise» sur la question semble toutefois démontrer une ouverture d'esprit. Une autre façon pour M. Kostunica de démontrer sa bonne volonté consisterait à annuler les amendements constitutionnels instaurés par Milosevic en juillet dernier, refaisant ainsi du Monténégro un partenaire important au sein de la Fédération yougoslave.

En somme, malgré son accession au pouvoir, Vojislav Kostunica ne contrôle pas tous les leviers du pouvoir et devra trouver des solutions au problème du Kosovo et du Monténégro. Une reconstruction et une restructuration en profondeur seront également nécessaires en Serbie. Aux efforts économiques devra s'ajouter une transition politique. Toutefois, devant l'ampleur de la tâche, l'aide internationale sera incontournable. Déjà, on commence à évoquer dans les milieux internationaux la mise sur pied d'un plan Marshall adapté aux différents pays des Balkans, ceci étant rendu possible par la levée du verrou serbe.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle (science), Louise Leduc, Benoît Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relateurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Ballargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornéliier (correspondants parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévêque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (commis). **La documentation** : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurburt, Dominique Larivière, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zuida. **PROMOTION ET TIRAGE** Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Éveline Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Puroy, Patrick Inkel (contrôleurs), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Nathalie Perrier, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

NORTEL

SUITE DE LA PAGE 1

À New York, le titre de Nortel a perdu 17,56 \$ pour clôturer à 45,81 \$, une baisse de 25 % équivalente à celle enregistrée sur le marché canadien. L'entreprise a entraîné dans sa chute les autres télécoms, et l'indice Nasdaq, qui rassemble les valeurs de haute technologie, a perdu 190,31 points. JDS Uniphase a été la plus durement touchée, son titre ayant perdu un peu plus de 24 \$ au cours de la journée, pour fermer à 71 \$. Cisco, Ciena, Sycamore Networks sont au nombre des titres qui ont souffert hier à New York. Même Corning, le fabricant de fibre optique qui avait pourtant annoncé des meilleurs résultats que prévu, a été entraîné par la vague de « pessimisme irrationnel » lancée par Nortel. Le titre de Corning a fini la journée à 77,75 \$, en baisse de 12,25 \$.

Le Dow Jones s'est mieux comporté et a fermé en légère baisse de 38,11, tandis que l'indice Standard & Poor était en baisse de 29,42.

À Toronto, sans Nortel, le TSE 300 a récupéré un peu de terrain pour terminer la journée en baisse de 840,26 points, à 9511,84. Cette baisse de 8,12 % ramène l'indice principal de la Bourse de Toronto au ni-

veau où il était le 1^{er} juin 2000. Sur le marché de Toronto, JDS Uniphase a perdu 33,25 \$ à 111,52 \$, Research In Motion a baissé de 18,45 \$ à 161,05 \$ et C-Mac Industries a perdu 21 \$ à 85 \$. Du côté des gagnants, BCE a pris 0,50 \$ à 36,80 \$ après avoir annoncé des résultats trimestriels positifs et Sun Life Financial a grimpé de 0,60 \$ pour finir la séance à 31,50 \$. Près de 150 millions d'actions ont été transigées avant la suspension de l'activité sur le titre de Nortel.

Le déstagement des actions de Nortel avait commencé mardi soir sur les marchés hors Bourse, après la fermeture des grands marchés. La compagnie avait annoncé dans la journée un bénéfice supérieur de un cent par action aux attentes des analystes, mais cela n'a pas suffi à satisfaire les attentes élevées des investisseurs. On s'inquiète notamment des perspectives de croissance du géant canadien, parce que la hausse des revenus de 90 % est inférieure aux prévisions optimistes des analystes.

Ces inquiétudes ont été qualifiées d'exagérées par plusieurs observateurs du marché. Le président de Nortel, John Roth, a pour sa part estimé que les événements des derniers jours ont fait du titre de la compagnie une « occasion d'achat ».

DUCEPPE

SUITE DE LA PAGE 1

coprésident du chantier sur la mondialisation au Bloc québécois, qui a lui aussi remis sa démission, refusant d'être associé à la direction du parti et à son geste « antidémocratique et méprisant ». Selon M. Rebello, les conséquences pour le Bloc québécois sont très importantes car elles vont au delà des élections et pourraient écorcher la cause souverainiste. « Cette décision donne un message aux jeunes qui voudraient militer dans les partis politiques qu'il n'y a pas de place pour eux, sauf s'ils se mettent à quatre pattes pour lécher les souliers du chef », a tranché M. Rebello.

Comme il l'avait fait la veille, le chef bloquiste Gilles Duceppe a pour sa part défendu sa décision d'écarter le jeune militant Sylvain Gaudreault, qui devait normalement remporter l'investiture puisqu'il avait recueilli davantage d'appuis que le candidat imposé. « J'ai pris la bonne décision », a-t-il réitéré lors de son passage à Québec.

Le député de Roberval et leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier, a reconnu que la vague de démissions et la grogne qui a suivi l'imposition du candidat Noël Tremblay sont « un pépin sé-

rieux » mais que « les forces souverainistes sont loin d'être dévastées par cette situation ».

MM. Brissou et Rebello estiment que le mécontentement des militants bloquistes pourrait prendre de l'ampleur et affecter le Parti québécois. De plus, la caravane du chef pourrait être huée si M. Duceppe décidait de faire campagne dans la région de Chicoutimi.

Michel Gauthier appuie pleinement son chef d'avoir choisi le candidat Noël Tremblay, une connaissance du premier ministre Lucien Bouchard et un ex-président de la Régie régionale de la santé et des services sociaux.

Nicolas Brissou laisse d'ailleurs entendre que M. Bouchard aurait utilisé de son influence dans le choix de Noël Tremblay, qui avait accepté la présidence du conseil d'administration des hôpitaux de Jonquière et Chicoutimi lors des moments troubles de la fusion.

Sylvain Gaudreault, de son côté, a démissionné hier de l'exécutif du Parti québécois. Il abandonne ainsi sa fonction de responsable de la Commission régionale du programme. Une décision jugée regrettable par le président de l'exécutif régional du PQ, Réjean Lalancette, qui souhaite que Sylvain Gaudreault revienne sur ses positions.

Précisions

En raison d'un pépin technique incontrôlable, la fin des textes de la page A 4 de notre édition du 25 octobre a disparu. Voici donc les parties manquantes. Nos excuses.

Qui dit débat?, par Hélène Buzzetti

M. Chrétien s'est bien défendu de placer les autres aspirants à la gouvernance du Canada devant le fait accompli. « Nous aurons des élections le 27 novembre. S'il fallait qu'il y ait un autre gouvernement, il aurait le temps de rappeler le Parlement avant le 1^{er} janvier [pour effectuer les changements]. » Dans les faits, cela relève du tour de force. Le ministère des Finances commence à préparer le budget de février au cours de l'été précédent. Et pour le mini-budget, les fonctionnaires ont disposé d'un mois pour accélérer leur travail.

La tournée des scandales, par Robert Dutrisac

Mené le 19 octobre (avant que le Bloc québécois ne désigne son candidat), un sondage publié par le *National Post* hier [mardi] accorde 50 % des voix au premier ministre et 35 % à la formation de Gilles Duceppe. En 1997, Yves Duhaime avait devancé son adversaire durant toute la campagne, sauf dans les deux dernières semaines, alors que la machine libérale y est allée de tout son poids et de toutes ses ressources financières, soutient-on dans l'organisation souverainiste. Jean Chrétien l'avait remporté par 1602 voix.

Les groupes de pression se feront entendre, par Manon Cornellier

Campaign Life Coalition, qui regroupe la plupart des groupes pro-vie canadiens, espère faire de la publicité. « Si nos moyens nous le permettent, nous allons le faire », dit Gilles Grondin, président de Campagne Québec Vie. Son groupe n'a pas les fonds nécessaires pour l'instant mais espère en recueillir. La fédération Planned Parenthood du Canada, qui fait la promotion de la planification des naissances, ne prévoit aucune publicité. Manque de moyens, là aussi.

De la Banque Royale au PLC, par Hélène Buzzetti

Une chose est certaine, une victoire de sa part signifie un siège au conseil des ministres. Bilingue, détenteur d'un doctorat de l'université McGill, il a appris dans ses fonctions à parler avec les médias. Il prétend qu'il n'a pas reçu ni demandé d'offre formelle du premier ministre, mais d'aucuns le présentent au portefeuille des Finances, détenu présentement par son « ami » Paul Martin.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

de performance pour satisfaire les attentes ministérielles. Ces contrats, qui font actuellement l'objet de négociations entre le ministère de l'Éducation et les universités qui les ont déposés, sont liés à l'obtention d'une portion de l'enveloppe remise à chaque établissement.

L'un des axes majeurs du contrat soumis par Sherbrooke concerne les engagements en matière de rationalisation des programmes. « Les fermetures de programmes, c'est toujours difficile de se pencher là-dessus pour les universitaires, je ne sais trop pourquoi », a expliqué le recteur Pierre Reid, interrogé cette semaine au sujet des objectifs contenus dans son contrat de performance. Pressé de questions précises par les fonctionnaires du ministère, notamment autour de la baisse de clientèle dans certains programmes, la direction de l'établissement a toutefois décidé de faire le douloureux exercice de réflexion qui pourrait être le tremplin de quelques non moins douloureuses fermetures de programmes.

Des questions ont été soulevées autour de la « viabilité d'une douzaine de programmes de l'Université de Sherbrooke », comme le stipule le volumineux contrat de performance présenté début septembre au ministère, ainsi qu'au sujet des engagements de l'établissement concernant le baccalauréat en mathématiques, la « fermeture » possible, d'ici deux ans, du bac en philosophie, la disparition du bac en géographie physique au profit de l'apparition d'un nouveau venu, le bac en géologie appliquée, de même que l'avenir du baccalauréat en théologie et des maîtrises en physique et en génie logiciel.

SUITE DE LA PAGE 1

genre, venant de Jean Chrétien, auraient fait sourire pour ensuite être oubliées. Mais on sent que le vent tourne depuis son passage au Moyen-Orient. On lui pardonne moins aisément ses faux pas.

Jean Chrétien semble se rendre compte qu'il n'a plus la même marge de manœuvre qu'auparavant, ce qui expliquerait qu'il ait cru nécessaire, à Vancouver, de rappeler ses origines modestes. Ou encore, à Toronto, de dire qu'il n'a jamais cru être parfait. Autre signe qu'il sait ne pas pouvoir accumuler les ratés, il a commencé, deux jours seulement après le déclenchement des élections, à lire un texte pour livrer son message anti-allianciste.

Toute sa stratégie au Canada anglais tourne autour de cette dénonciation du programme de l'Alliance. Ceci pose le risque du dérapage pour M. Chrétien car, en se présentant comme le héros de la vertu, il risque d'en mettre trop, comme l'ont prouvé les derniers incidents. L'autre solution, qu'il exploite à fond, est de semer la crainte de l'Alliance, quitte à verser dans la caricature.

Oubliez Seattle

Les préparatifs en vue du Sommet de Québec, qui réunira 34 chefs d'État autour du projet de création d'une zone de libre-échange s'étendant à la grandeur du continent américain (ZLEA), battent leur plein depuis déjà quelques mois. « On ne pourra pas refaire à Québec ce qui a été fait à Seattle, avertit d'entrée de jeu l'un des organisateurs du camp, Philippe Duhamel. D'abord parce qu'ils ne se feront pas faire le même coup deux fois et qu'ils vont transformer la ville en camp retranché. Pour que l'on puisse espérer bloquer quoi que ce soit, il faudrait qu'au moins 5000 personnes soient prêtes à manger du gaz lacrymogène, du poivre de Cayenne et des balles de plastique. Ensuite parce que, contrairement à Seattle, il n'y aura pas d'accord à faire échouer. Ce sera uniquement une rencontre politique. Au pire, tout ce que ça leur prend, c'est une photo officielle. »

Aussi cherchera-t-on plutôt à mener des actions plus ciblées, à l'aéroport Jean-Lesage par exemple, ou à la base militaire de Valcartier. On espère surtout attirer de 10 à 20 000 personnes pour une grande fête avec des mises en scène humoristiques, des performances artistiques et des séminaires en plein air animés par des spécialistes de la mondialisation. De manière, explique Philippe Duhamel, à renfor-

SHERBROOKE

Dans la majorité de ces cas, où des réflexions sont engagées autour du maintien des programmes, c'est une baisse de la clientèle — parfois de 50 % en l'espace de cinq ans — qui a guidé l'analyse. « La question la plus importante à poser autour des programmes concerne leur pertinence », explique M. Reid. Si les étudiants n'y vont pas, c'est la clientèle qui parle.

Du côté des ressources humaines, l'Université de Sherbrooke entend négocier avec ses professeurs « la mise en place de plus de souplesse dans la distribution et la gestion de la tâche professorale », une tentative déjà faite en 1997, au moment de la dernière convention collective avec les professeurs, et qui avait échoué.

Cette souplesse permettrait notamment aux doyens, par définition responsables de la gestion de la tâche des employés sous leur tutelle, de « modifier à la hausse » la charge d'enseignement ou la charge administrative de certains professeurs « dont l'implication en recherche serait de toute évidence faible ». La convention actuelle permet cette révision à la baisse mais l'interdit à la hausse, ce que la direction espère corriger à la faveur de la négociation prochaine de la nouvelle convention.

Sherbrooke ajoute aussi au contrat de performance son intention de soumettre le « personnel responsable d'enseignement », professeurs et chargés de cours compris, à un système d'évaluation-gestion de la performance, déjà appliqué aux cadres supérieurs. À l'heure actuelle, cette évaluation des professeurs s'effectue uniquement dans un cadre de promotion ou de renouvellement de contrat, ce qu'on voudrait désormais instaurer de manière sys-

LIMITES

M. Chrétien ne se limite pas à parler de la fin du développement régional, de l'intervention de l'État dans l'économie, et ainsi de suite. À l'écouter, un gouvernement Day mènerait à la privatisation du système public de soins de santé, à la fin complète de l'aide au développement et au rétablissement de la « pendaison ».

Stockwell Day a décidé de ne pas répliquer directement aux attaques quotidiennes du chef libéral, qui le dépeint comme un extrémiste et un défenseur des riches. Il persiste à ne parler que d'exode des cerveaux, de gaspillage et de fiscalité.

Sa campagne connaît quand même quelques ratés et la presse n'en rate pas un. Son équipe laisse tomber quelques balles au passage, vérifiant par exemple si l'entrepreneur visité souffre des effets de l'exode des cerveaux (l'inverse s'est révélé vrai lundi) ou si les chutes du Niagara coulent vers le sud (en réalité, elles coulent le nord). Mais il s'agit pour l'instant de faux pas d'une nature bien différente de ceux de M. Chrétien et qui n'auront d'importance que s'ils se multiplient.

Du côté du Bloc, le chef Gilles Duceppe ne connaît pas les problèmes de 1997. Il a opté pour l'attaque

QUÉBEC

cer le contraste symbolique entre, d'un côté, les chefs d'État du continent qui se réunissent en secret protégés par des gorilles en uniforme et, de l'autre, la fête, le débat démocratique et le pacifisme. « On est forcés de reconnaître qu'ils ont la force brute. On doit donc chercher des moyens de rendre tout usage de cette force condamnable. »

On sait très bien toutefois que d'autres manifestants débarqueront à Québec avec des intentions beaucoup moins pacifiques. « On ne peut pas, dit Philippe Duhamel, être à 99 % non violent avec 10 personnes dans ses rangs armées [comme cela s'est passé au Sommet de la jeunesse en février dernier] de boules de billard et de cocktail Molotov. » Des contacts ont déjà été pris avec d'autres groupes plus radicaux pour leur demander à tout le moins de ne pas se mêler aux rangs des manifestants qui auront privilégié la non-violence.

Innovation stratégique

Ces derniers disposent d'ailleurs d'un moyen original pour repérer et neutraliser les indésirables. Plusieurs militants appartiennent en effet à des sous-groupes de 5 à 20 personnes appelés « groupes d'affinité » et fondés aussi bien sur des liens d'amitié que sur l'appartenance à une même région, un même lieu de travail ou une même vision politique. Lieux privilégiés de rencontre, de discussion et d'application de principes tels que l'agriculture biologique, le commerce équitable et la démocratie participative, les groupes d'affinité deviennent, durant les manifestations, l'unité de base de commandement et de solidarité. Non seulement on y puise le support logistique et le soutien moral nécessaires, on y repère aussi facilement l'intrus susceptible d'être un casseur.

Les forces policières sont les premières à reconnaître la redoutable efficacité de ce mode d'organisation. Dans un rapport rendu public en août, le

tématique. « Il y a des négociations à faire avec le syndicat autour de cette question », explique Pierre Reid. Il est vrai que ce n'est pas gagné d'avance.

La gestion des ressources humaines prévoit aussi la réduction de moitié du taux d'absentéisme et des cas d'épuisement professionnel, et ce, au cours des deux prochaines années. « Nous savons que notre taux d'absentéisme est trop élevé par rapport à des situations comparables », explique M. Reid sans toutefois donner plus de précisions. « Il faudra peut-être envisager un système de validation des absences pour vérifier s'il n'y a pas des abus. »

À l'autre extrême, on veut aussi réduire de 50 % le nombre de cas d'épuisement professionnel. Alors qu'en 1998 une quinzaine de dossiers étaient ouverts pour des cas d'invalidité de longue durée, cette année, ce sont 40 de ces dossiers que les ressources humaines gèrent, dont 65 % liés à des maladies « nerveuses ».

Au ministère, on expliquait cette semaine que l'Université de Sherbrooke faisait partie du lot des établissements pour lesquels les négociations étaient « assez avancées », ce qui pourrait laisser croire à la signature d'une entente au cours des prochaines semaines. Le recteur Reid sait toutefois qu'il doit encore fournir des précisions quant aux taux de réussite à atteindre: après avoir établi la cible globale à 77,2 % de taux de diplomation en 2002-03, l'université doit préciser ses intentions de manière sectorielle. « Le ministre veut plus de précisions sur nos taux de réussite », explique M. Reid. Des secteurs aux prises avec de plus grandes difficultés, tels les arts et lettres ou les sciences infirmières, devront présenter des fiches de réussite un peu plus précises.

frontale contre Jean Chrétien et pour une campagne intensive, question d'occuper tout le terrain au Québec. De tous les chefs, seuls le conservateur Joe Clark et la néo-démocrate Alexa McDonough ont connu un début de campagne sans histoire.

Le premier ministre, qui n'a toujours pas de programme en main, est plus vulnérable car il est la cible de tous, alors qu'il n'a que l'Alliance dans sa mire. L'Alliance n'offre pas des choix nouveaux mais de mauvais choix, se plaît à répéter Jean Chrétien. Qu'offre-t-il en échange? Son bilan, ce qui est normal, et le mini-budget présenté il y a une semaine. Pour l'avenir, cependant, il faudra attendre pour en savoir plus, et ce, même si c'est le chef libéral qui a déclenché ces élections hâtives.

Les électeurs auront-ils la patience d'attendre? Par le passé, l'indulgence envers Jean Chrétien est allée, comme le montrent les sondages, jusqu'à lui pardonner les promesses brisées, les gestes rudes, les bavures administratives. S'il s'en tient à diaboliser son adversaire et qu'aucun enjeu n'arrive à s'imposer rapidement, sa propre personnalité risque de devenir le point de mire et l'indulgence dont il a toujours joui pourrait soudainement s'évanouir.

Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) constate: « L'une des innovations les plus saisissantes concerne toute la logistique opérationnelle et administrative des manifestations. [...] Le mode de fonctionnement adopté est un modèle d'efficacité et ne semble soumis à l'influence d'aucune autorité ni d'aucun organe de direction ou de contrôle central. » Composée d'une multitude de groupes d'affinité qui se rassemblent à un point et à un moment donné autour d'un enjeu commun, chaque manifestation devient un « ensemble pluricellulaire » qui confère aux manifestants une mobilité d'action et une rapidité de réaction remarquables. Le service de renseignement canadien constate cependant que ce mode d'organisation complique la tâche d'encadrement de l'action, ce qui augmente d'autant les risques d'actes de violence commis par quelques éléments radicaux.

Le test de Québec

Ce week-end là, au camp de formation de SalAMI, on se gardait bien de présenter les actions directes de résistance civile comme le seul moyen de lutte respectable. Chacun, répétait-on, doit choisir le degré d'implication et le niveau de risque qui lui conviennent. De toute manière, pour chaque militant qui bloque ou occupe un bâtiment public lors d'une manifestation, il faut d'autres militants pour les ravitailler, distribuer des tracts et s'occuper de la logistique. Informés des risques de blessures et de poursuites judiciaires, la majorité des participants s'avouent en fin de formation hésitants à s'engager personnellement si loin. Les craintes sont grandes à l'approche de Québec, confie Mireille Audet, une membre de la première heure de SalAMI. « Québec sera un test. On verra si l'État et les autres mouvements de lutte permettront la tenue d'une action non violente d'importance. Personnellement, si je réalise que ce ne sera pas possible, je débarquerai. »